

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE

**Enquête publique sur la demande présentée par la Société de
Récupération industrielle (S.R.I.) en vue d'obtenir l'autorisation
d'exploiter une installation Cet
(du mardi 7 avril au lundi 11 mai 2015 inclus)**

RAPPORT D'ENQUETE

- Arrêté préfectoral n°2014-372A du 5 mars 2015
- Décision n°E15000016/13 du 28 février 2015 du Tribunal administratif de Marseille

Commissaire enquêteur titulaire : M. Jean-François MAILLOL
Commissaire enquêteur suppléant : M. Claude TAXY

SOMMAIRE

1. PRESENTATION DU DEMANDEUR	3
1.1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS	3
1.2. HISTORIQUE	3
2. OBJET DE LA DEMANDE	4
3. AMENAGEMENT DU SITE	4
3.1. DISPOSITION D'ENSEMBLE	4
3.2. DETAIL DES STRUCTURES	4
4. DESCRIPTION DES ACTIVITES	5
4.1. RECEPTION/EXPEDITION	5
4.2. TRAITEMENT DES VHU	6
5. AGREMENT VHU	7
6. CADRE JURIDIQUE	7
6.1. RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE CONCERNEES	7
6.2. AUTRES TEXTES	9
7. ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE	9
7.1. PREPARATION DE L'ENQUETE	9
7.1.1. DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR	9
7.1.2. ARRETE PREFECTORAL D'ORGANISATION DE L'ENQUETE	9
7.1.3. COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE	10
7.2. RENCONTRE AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET VISITE DES LIEUX	10
7.3. INFORMATION DU PUBLIC	11
7.4. DEROULEMENT DE L'ENQUETE	12
7.4.1. VISA DES REGISTRES D'ENQUETE	12
7.4.2. EXPRESSION DU PUBLIC	12
7.4.3. CLOTURE DE L'ENQUETE	12
8. ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC	12

1. PRESENTATION DU DEMANDEUR

1.1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

RAISON SOCIALE : SOCIETE DE RECUPERATION INDUSTRIELLE
 FORME JURIDIQUE : SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
 N° D'IMMATRICULATION : 333 747 475 R.C.S AIX EN PROVENCE
 CODENAF: 3832Z
 CAPITAL: 1 000 000,00 €
 ADRESSE SIEGE SOCIAL: ZI LES FLORIDES
 AVENUE LINO VENTURA
 13700 MARIGNANE

LOCALISATION DE L'INSTALLATION CONCERNEE:

ZONE INDUSTRIELLE NORD -MONTEE DES PINS
 13340 ROGNAC

1.2. HISTORIQUE

La société DADDI a été créée en 1952 lors du chantier de démolition ayant suivi la procédure d'expropriation liée à l'agrandissement de la gare d' Arenc.

De 1967 à 2000 la société DADDI poursuit son développement avec le chantier de la gare SNCF de Septème-les-Vallons et le chantier de la gare de Valdonne à Marseille (1970 à 1974).

En 2000 la société DADDI S.A.S. a racheté la société S.R.I. (elle-même créée en 1985) dont elle possède 99,5% des parts.

S.R.I. exploite sur la commune de Marignane un établissement relevant de la législation sur les installations classées (arrêté préfectoral n° 4-2011A du 17 juillet 2012). Les principales activités exercées sur ce site sont les suivantes :

- Stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage (rubrique 2712);
- Transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux (rubrique 2713);
- Traitement (cisailage) de déchets non dangereux (rubrique 2791).

Les activités de transit, regroupement et tri de métaux et de déchets dangereux (pour les accumulateurs) ainsi que celles de collecte des déchets de métaux apportés par le producteur initial ont fait l'objet d'un dossier de déclaration adressé le 21 février 2014 auprès du Préfet des Bouches du Rhône (récépissé n°2014D-83 du 28 février 2014).

2. OBJET DE LA DEMANDE

La société S.R.L. exerce, sur la commune de Rognac sous couvert du récépissé de déclaration n° 2014D-83 du 28 février 2014, des activités de transit, regroupement et tri de métaux et alliages et déchets de métaux et alliages. De telles activités relèvent des rubriques 2710, 2713 et 2718 de la nomenclature sur les installations classées.

Dans le cadre de son développement la société souhaite d'une part étendre les surfaces et les volumes dédiés à ses activités de transit, regroupement et tri de déchets de métaux et alliages et d'autre part mettre en œuvre une activité d'entreposage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (VHU).

Compte tenu des volumes d'activité envisagés comme de la surface de l'installation projetée, celle-ci relèvera alors du régime de l'autorisation.

Un tel projet relève donc des dispositions de l'article R.512-2 du code de l'environnement qui stipule que toute personne qui se propose de mettre en service une installation soumise à autorisation (en référence à la nomenclature annexée à l'article R.511-9 dudit code) doit adresser au Préfet du département dans lequel cette installation doit être implantée, une demande dans les formes prévues par les articles R.512-3 à R.512-9.

3. AMENAGEMENT DU SITE

Les nouvelles activités envisagées nécessitent des aménagements de la plate-forme existante

3.1. DISPOSITION D'ENSEMBLE

L'établissement d'une surface de 9365 m² clôturés est équipé d'un bâtiment de 540 m² au sol, d'un auvent de 145 m² dédié aux VHU, d'un pont bascule, de diverses zones de stockage de déchets de métaux en vrac ou en bennes et d'une zone de stockage de bennes vides.

Il compte également un bassin de 365 m² dédié à la gestion des eaux pluviales de ruissellement et au confinement des éventuels déversements accidentels.

Les zones imperméabilisées extérieures (dallage béton) représentent 5950 m².

3.2. DETAIL DES STRUCTURES

Le bâtiment d'exploitation de 540 m² est constitué d'une charpente métallique (poteaux, poutres, fermes et pannes) avec façades en agglomérés de béton surmontés de châssis métalliques vitrés.

La toiture est réalisée en bac acier.

Le sol est entièrement bétonné.

La zone dédiée aux bureaux est séparée de la zone de stockage par une paroi en agglomérés de béton jusqu'en toiture.

L'auvent destiné à abriter la dépollution des VHU, totalement ouvert en façade avant, sera doté de parois en agglomérés de béton avec une toiture en bac acier (extension de l'auvent existant).

4. DESCRIPTION DES ACTIVITES

4.1. RECEPTION/EXPEDITION

Les métaux entrants sont soit collectés chez les clients de la société, soit directement apportés sur le site par le producteur initial du déchet (particulier, artisans, petites entreprises).

Chaque chargement entrant fait l'objet d'un contrôle visuel afin d'évaluer l'admissibilité des déchets au regard des capacités de réception de l'établissement. Ce contrôle est exercé à hauteur du pont bascule en parallèle à la phase de pesée.

L'établissement sera équipé, en amont du pont bascule, d'un dispositif de détection de la radioactivité qui permet de déceler tout chargement anormal à ce titre. Une procédure spécifique visant à assurer la sécurité des personnes sera associée à tout déclenchement de ce dispositif.

Les déchets non admissibles sont retournés au producteur ou réacheminés vers un centre autorisé pour le traitement du déchet concerné.

Les véhicules de transport (réception et expédition) font l'objet d'une double pesée, en charge et à vide de façon à établir la masse en transit. Toutefois pour les métaux livrés en petites quantités, la marchandise est pesée sur une balance positionnée à proximité du local de réception (sans passage sur le pont bascule).

Le traitement administratif de chaque apport est opéré dans le bureau d'accueil situé dans le bâtiment, à proximité immédiate du pont bascule.

Les métaux sont ensuite déchargés sur les 2 zones spécialement affectées à cette opération et s'agissant des apports de tiers, sous la surveillance d'un opérateur spécialement dédié à cette tâche.

Les VHU à dépolluer sont directement positionnés sur l'aire de 200 m² dédiée. Cette aire est distante d'au moins 4 m de toutes les autres zones de stockage de l'établissement (application de l'article 41 de l'arrêté du 26 novembre 2012).

Les apports des particuliers sont directement triés sur l'aire de 50 m² accolée au bâtiment. Les métaux sont directement stockés dans des bacs de proximité avant regroupement dans la zone d'entreposage dédiée.

Les métaux conformes à une catégorie pré établie sont directement orientés (c'est-à-dire sans passage par l'aire de déchargement) vers leur zone dédiée d'entreposage (en bacs, en bennes ou en vrac).

Les autres métaux sont triés manuellement ou mécaniquement (pelle hydraulique à grappin).

A l'issue du tri, les métaux sont soit stockés, soit coupés de façon à présenter des dimensions compatibles avec un four de fonderie.

Le sectionnement est réalisé à la cisaille manuelle pour les faibles épaisseurs (< 15 mm) et au chalumeau pour les épaisseurs importantes.

Les produits sortants sont conditionnés et chargés au plus près du point d'entreposage.

4.2. TRAITEMENT DES VHU

L'ensemble des outils nécessaires à la dépollution des véhicules est incorporé à l'aire de traitement placée sous un auvent partiellement existant de 145 m² (extension de 66 m² à créer). Chaque véhicule à dépolluer est amené sur un portique afin de réaliser les opérations de dépollution.

Le processus de traitement des véhicules hors d'usage est le suivant :

- Retrait batterie ;
- Retrait des fluides frigorigènes (le cas échéant) ;
- Démontage des éléments contenant des explosifs (prétensionneurs, airbags) ;
- Vidange (gravitaire ou par aspiration) des fluides ;
- Démontage du pot catalytique ;
- Démontage des éléments plastiques volumineux ;
- Retrait des éléments en verre ;
- Démontage des roues et des pneumatiques.

Ce processus répond aux exigences du cahier des charges introduit par l'arrêté du 2 mai 2012.

Les liquides issus de cette dépollution sont récupérés dans 8 bacs (type GRV) ou fûts distincts dédiés :

- aux huiles de moteur, de transmission, d'amortisseurs, et de direction assistée ;
- aux filtres à huile ;
- aux liquides de refroidissement ;
- aux liquides lave glace ;
- aux fluides réfrigérants ;
- aux liquides de frein ;
- aux essences ;
- au gasoil.

La conception de l'auvent dédié à la dépollution (sol étanche réalisé en pointe de diamant avec fosse en point bas) permet de prévenir des conséquences de tout écoulement accidentel.

Les produits entreposés sont les suivants :

Catégories	Lieu de stockage	Mode de stockage
VHU en attente de dépollution	200 m ² extérieurs	Vrac sans gerbage
Platinage	260 m ² extérieurs	Vrac
Ferrailles industrielles	210 m ² extérieurs	Vrac
Ferrailles légères	210 m ² extérieurs	Vrac
Câbles cuivre	100 m ² extérieurs	Vrac
D3E	Extérieur	2 bennes couvertes de 30 m ³
Inox	Extérieur	1 benne 30 m ³

Batteries	Extérieur	2 bennes couvertes de 30 m ³
Moteurs aluminium	Extérieur	1 benne 30 m ³
Moteur Fonte-Aluminium	Extérieur	1 benne 30 m ³
Plastiques	Extérieur	1 benne couverte de 30 m ³
Pneus	Extérieur	1 benne 30 m ³
Tournures d'aluminium	Bâtiment	Benne
Cuivre mêlé	Bâtiment	Bacs ou vrac
Cuivre neuf	Bâtiment	Bacs ou vrac
Laiton	Bâtiment	Bacs ou vrac
Plomb	Bâtiment	Bacs ou vrac
Bronze	Bâtiment	Bacs ou vrac
Zinc	Bâtiment	Bacs ou vrac

5. AGREMENT VHU

La société S.R.I. demande l'obtention de l'agrément imposé aux exploitants d'installations de stockage, de dépollution, et de démontage de véhicules hors d'usage au titre de l'article R.543-162 du code de l'environnement. Pour cela et conformément aux exigences des articles R. 543-64 dudit code et aux dispositions de l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de VHU, elle s'engage à respecter le cahier des charges annexé à cet arrêté.

Les moyens techniques que mettra en œuvre S.R.I. pour respecter les termes de ce cahier des charges sont détaillés dans le Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter (cf. chap. V.8 de ce dossier).

6. CADRE JURIDIQUE

Les installations telles qu'aménagées pour répondre à l'objet du projet entrent dans le champ des rubriques de la nomenclature des Installations Classées.

A ce titre, en application de l'article L 521-1 du Code de l'Environnement elles sont soumises à Demande d'Autorisation d'Exploiter.

M. le Préfet a en conséquence organisé l'Enquête Publique objet du présent rapport.

De par sa position géographique et d'après la réglementation concernant les ICPE, les communes de Rognac et de Berre l'Etang sont concernées par ce projet. L'Enquête Publique est donc menée sur ces deux communes.

6.1. RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE CONCERNEES

Au regard de la nomenclature des installations classées, les activités exercées sur le site de la société S.R.I. sur la commune de Rognac relèvent du classement ci-après :

N° de rubrique	Définition de la rubrique	Capacité	Régime (1)
2710-1.b	Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets : Le volume de déchets non dangereux susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 tonnes	6 tonnes	DC
2710-2.c	Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets : Le volume de déchets non dangereux susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 300 m ³	200 m ³	DC
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. Dans le cas des véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure à 100m ² mais inférieure à 30 000 m ²	Hangar de traitement: 145 m ² Surface de stockage : - VHU en attente de dépollution : 200 m ² - VHU dépollués : 260 m ²	E
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ² mais inférieure à 1000 m ²	Surface de tri: 410 m ² Surface de stockage et de manutention (dont bâtiment) : 5100 m ²	A
2718-1I	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuse ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	30 tonnes	A

(1).A : Autorisation – E : Enregistrement – DC : Déclaration, soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement – D : Déclaration

6.2. AUTRES TEXTES

Les textes listés ci-après sont pris en compte comme référence :

- Courrier du 4 novembre 2014 du Directeur Général de SRI à Monsieur le Préfet accompagnant le dossier de Demande d'Autorisation d'Exploitation.
- Avis de l'Autorité Environnementale transmise par courrier par Monsieur le Préfet de Région à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône le 12 février 2015,
- Avis de l'Agence Régionale de Santé adressé à la DREAL PACA le 5 février 2015,
- Avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer,
- Avis du Service Régional de l'Archéologie,
- Avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité.

Ces textes sont jointes à ce rapport, Pièces 1 à 6.

7. ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

7.1. PREPARATION DE L'ENQUETE

7.1.1. DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Par décision n°E15000016/13 du 28 février 2015, M. le Président du Tribunal administratif de Marseille a désigné en qualité de Commissaire Enquêteur titulaire M. Jean-François MAILLOL, Ingénieur en Génie Chimique Responsable de Société d'Ingénierie et M. Claude Taxy, Gérant de la Société Filtration-Etudes-Conseils, pour conduire la présente enquête (Pièce n°7).

7.1.2. ARRETE PREFECTORAL D'ORGANISATION DE L'ENQUETE

L'arrêté préfectoral n°2014-372A en date du 5 mars 2015 a prescrit l'ouverture de l'enquête et en a défini les modalités suivantes (Pièce n°8) :

- Dates de l'enquête publique fixées du mardi 7 avril au lundi 11 mai 2015 inclus.
- Pièces du dossier et registres d'enquête déposés en mairies de Rognac et de Berre l'Etang où, du lundi au vendredi aux heures d'ouvertures des bureaux précisés ci-après, le public pourra les consulter et consigner ses observations.
- Permanences du Commissaire Enquêteur en mairie de Rognac :
 - Mardi 7 avril 2015 de 9h00 à 12h00 ;
 - Mardi 14 avril 2015 de 9h00 à 12h00 ;
 - Mardi 21 avril 2015 de 13h30 à 16h00 ;
 - Mercredi 6 mai 2015 de 9h00 à 12h00 ;
 - Lundi 11 mai 2015 de 13h30 à 16h00.
- Permanences du Commissaire Enquêteur en mairie de Berre l'Etang :

- Mardi 7 avril 2015 de 13h30 à 16h00 ;
- Mardi 14 avril 2015 de 13h30 à 16h00 ;
- Mercredi 6 mai 2015 de 13h30 à 16h00 ;
- Lundi 11 mai 2015 de 9h00 à 12h00.

7.1.3. COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE

Le dossier d'Enquête Publique mis à la disposition du public comprend :

- Le dossier de Demande d'Autorisation d'Exploitation établi selon les articles R512-2 à R512-10 du Code de l'Environnement incluant :
 - Une notice de présentation,
 - Une étude d'impact,
 - Une étude des dangers,
 - Une notice d'hygiène et de sécurité,
 - Des annexes,
 - Un plan de situation,
 - Un plan des abords,
 - Un plan d'ensemble du site.
- L'arrêté préfectoral n°2014-372A en date du 5 mars 2015
- Le courrier du 4 novembre 2014 du Directeur Général de SRI à Monsieur le Préfet accompagnant le dossier de Demande d'Autorisation d'Exploitation.
- L'avis de l'Autorité Environnementale transmise par courrier par Monsieur le Préfet de Région à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône le 12 février 2015,
- L'avis de l'Agence Régionale de Santé adressé à la DREAL PACA le 5 février 2015,
- L'avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer,
- L'avis du Service Régional de l'Archéologie,
- L'avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité.

7.2. RENCONTRE AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET VISITE DES LIEUX

Le Commissaire Enquêteur a organisé une réunion avec le Maître d'Ouvrage et les Autorités Locales intéressées par le projet.

Cette réunion s'est tenue sur le site même de SRI à Rognac et s'est poursuivie par une visite des installations.

Ont participé à cette réunion :

- M. Daddi – Directeur Général de SRI,
- Mme Bernard – SRI,
- M. Zallu – PROFERNET (Exploitant du site),
- Mme Lenoir – Mairie de Rognac, Aménagement du Territoire,
- M. Gomez – Mairie de Berre l'Etang, Aménagement du Territoire,

- M. Maillol – Commissaire Enquêteur titulaire,
- M. Taxy – Commissaire Enquêteur suppléant.

M. Daddi et Mme Bernard ont exposé le contenu et les objectifs du projet ainsi que ses enjeux dans son contexte économique et détaillé sa mise en œuvre dans le site existant.

Les flux de matières (VHU avant et après traitement, déchets divers) liés aux activités projetées ont été abordés et les différentes zones affectées aux traitements et aux stockages des différentes sortes de déchets (solides ou liquides) identifiées.

La visite des installations a permis également de visualiser les aménagements à réaliser dans le cadre du projet ainsi que ceux déjà effectués dans un cadre plus général de mise en sécurité du site tels que :

- Dallage des zones de circulation,
- Création d'un mur de séparation d'avec la société voisine DALOREC afin d'isoler les activités des 2 sociétés,
- Drainage et collecte des eaux de pluie et d'incendie,
- Mise en commun avec DALOREC du bassin de collecte des eaux par établissement d'une convention,
- Accord avec LyondellBasell pour la collecte de eaux polluées en cas de résurgence d'eaux chargées d'hydrocarbures,
- Extension de l'auvent de traitement des VHU.

Il a aussi été confirmé au cours de la visite par la représentante de la Mairie de Rognac que le projet était compatible avec le PLU de la commune.

7.3. INFORMATION DU PUBLIC

L'ouverture de l'enquête publique a été accompagnée des mesures de publicité suivantes :

- Insertion dans la presse :

L'avis d'enquête publique portant sur la demande de la société SRI est paru dans les journaux suivants :

- La Provence: le mardi 17 mars 2015,
- La Marseillaise : le mardi 17 mars 2015

Ces insertions sont annexées au présent rapport (Pièce n°9).

- Affichages en mairie :

Affichages sur le panneau principal de l'Hôtel de Ville et du Centre Technique Municipal de Rognac le 18 mars 2015,

Affichage en Mairie de Berre l'Etang et dans des Services recevant du public le 18 mars 2015.

- Site internet :

Les deux municipalités n'ayant pas de site Internet disponible pendant la durée de l'Enquête Publique, ce moyen n'a pu être utilisé.

Les affichages précédents sont attestés par les certificats d'affichages des Villes de Rognac et Berre l'Etang (Pièce n°10).

- Information à l'initiative du Maître d'Ouvrage :

La société SRI a procédé de son coté à l'affichage de l'Avis d'Enquête Publique sur les lieux de la réalisation du projet selon les termes de l'Arrêté Préfectoral n° 2014-372A du 5 mars 2015. (Pièce n°11).

7.4. DEROULEMENT DE L'ENQUETE

7.4.1. VISA DES REGISTRES D'ENQUETE

Le 7 avril 2015, avant l'ouverture au public en Mairies de Rognac et Berre l'Etang, le Commissaire Enquêteur a paraphé les registres d'enquête publique. Ces registres ont été disponibles pour recueillir les observations du public pendant toute la durée de l'enquête.

7.4.2. EXPRESSION DU PUBLIC

Chacun a été mis à même de pouvoir s'exprimer sur les lieux de dépôts où dossiers d'enquête et registres étaient à sa disposition et oralement lors des permanences du commissaire enquêteur. La possibilité était également donnée de faire parvenir par voie postale des courriers au Commissaire Enquêteur à l'adresse de la mairie de Rognac.

7.4.3. CLOTURE DE L'ENQUETE

Conformément aux dispositions de l'Arrêté Préfectoral, à la fin de l'enquête les registres d'enquête ont été clos et signés par le Commissaire Enquêteur (Pièces 14 et 15).

8. ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

Le public avait à sa disposition les registres d'enquête publique ainsi que les dossiers d'enquête publique dans les conditions précisées ci-avant.

Aucunes remarques ni observations n'ont été formulées sur les registres et aucun visiteur n'a souhaité rencontrer le Commissaire Enquêteur pendant les permanences.

Aucun courrier n'a été reçu par les services de la municipalité de Rognac pendant la durée de l'enquête.

Cependant, quelques remarques formulées par l'Agence Régionale de Santé (ARS), la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM), la DREAL, l'élue Déléguée à l'Environnement de la Mairie de Rognac et le Commissaire Enquêteur lui-même ont conduit ce dernier à établir une synthèse de ces remarques dans un PV de synthèses des registres et observations.

Ce PV de synthèse a été remis à SRI lors de la rencontre organisée le 18 mai 2015 par le Commissaire Enquêteur.

SRI a répondu aux questions et précisions demandées par le courrier du 20 mai 2015.

Le PV et le courrier en réponse de SRI sont compilés en Pièce n°12 et 13.

PIECES ANNEXEES

1. Courrier de SRI du 4 novembre 2014
2. Avis de l'autorité environnementale
3. Avis de l'ARS
4. Avis de la DDTM
5. Avis du Service Régional de l'Archéologie
6. Avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité
7. Décision n°E15000016/13 du 18 février 2015 du président du Tribunal Administratif de Marseille.
8. Arrêté préfectoral n° 2014-372A du 5 mars 2015.
9. Insertions dans la presse quotidienne locale.
10. Avis et arrêté d'enquêtes publiques : certificats d'affichages villes de Rognac et Berre l'Etang.
11. Affichage à l'initiative de la Société SRI.
12. Procès-verbal de synthèse des observations
13. Réponses de SRI.
14. Registre d'Enquête Publique de Rognac
15. Registre d'Enquête Publique de Berre l'Etang

PIECE N° 1

Courrier de SRI du 4 novembre 2014



S.R.I. S.A.S.

Société de Récupération Industrielle

Activité :
Régénération de métaux
Fourniture de produits
Industriels

*Nous recyclons
pour votre Avenir*



S.A.S. au capital de 1.000.000 €
Siège social : Z.I. LES FLORIDES
Route Lino Ventura - RN 368 - 13700 MARIGNANE
- Fax : 04 42 77 00 61

PREFECTURE DES B-D-R
COURRIER ARRIVÉ LE

19 NOV. 2014

DIRECTION DES
COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE
L'UTILITÉ PUBLIQUE ET ENVIRONNEMENT

Monsieur le Préfet

Préfecture des Bouches du Rhône

Boulevard Paul PEYTRAL

13282 MARSEILLE cedex 20

Direction des collectivités locales

et du développement durable

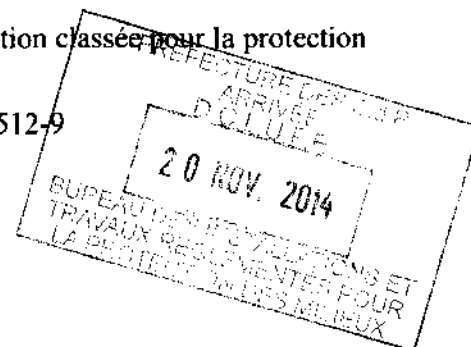
Bureau des installations classées

pour la protection de l'environnement

LETTRE DE DEMANDE D'AUTORISATION

Objet : Demande d'autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement - commune de Rognac.

Réf : Code de l'Environnement – Articles R.512-2 à R.512-9



Monsieur le Préfet,

La société SRI exploite sur son site de Rognac diverses installations soumises à la législation sur les installations classées, notamment une installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux. Ces activités sont actuellement réglementées par le récépissé de déclaration n° 2014D-83 du 28 février 2014.

Dans le cadre de son développement, la société souhaite étendre son installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux et exploiter une installation de stockage, dépollution, démontage et découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage ainsi qu'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (batteries).

Ces installations entreront notamment dans le champ des rubriques 2712-1, 2713-1 et 2718-1 de la nomenclature des installations classées.

Aussi en application de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement je vous adresse, dans les formes prévues par les articles R 512-2 à R.512-9 dudit code, une demande d'autorisation d'exploiter l'ensemble des activités envisagées sur notre site de Rognac.



S.R.I. S.A.S.

Société de Récupération Industrielle

Achat - Vente

Récyclage - Recyclabilité

Démolition - M.T.U.

Place de l'Industrie

*Nous recyclons
pour votre Avenir*



Je joins à la présente demande d'autorisation, un dossier en 11 exemplaires comprenant :

- Une notice de présentation (Partie 1) ;
- Une étude d'impact (Partie 2) ;
- Une étude de dangers (Partie 3) ;
- Une notice d'hygiène et sécurité (Partie 4) ;
- Des annexes (Partie 5) ;
- Les plans et schémas suivants (Partie 6) :
 - Plan de situation au 1/25 000^e
 - Plan des abords au 1/2000^e
 - Plan d'ensemble du site au 1/300^e

J'annexe également un extrait du PLU de Rognac attestant de la compatibilité du projet avec le droit des sols.

Compte tenu du rayon d'affichage de 2000 m imposé par la nomenclature sur les installations classées, pour ce type d'activité, les communes concernées par le périmètre de l'enquête publique sont celles de Berre l'Etang et Rognac.

Le présent courrier annule et remplace la lettre de demande du 15 septembre 2014.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, les assurances de ma haute considération.

A Marignane,

Le 4 novembre 2014

Hervé DADDI (Directeur Général)

PIECE N° 2

Avis de l'autorité environnementale

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Marseille, le 12 février 2015

Direction régionale de l'Environnement
De l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

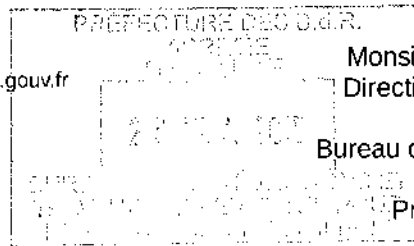
Le Préfet de Région

Unité Territoriale des Bouches-du-Rhône

à

Affaire suivie par Morgane FRUZZETTI
E-mail : morgane.fruzzetti@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 04 42 13 12 62 Fax : 04 42 13 01 29

0-0028-2015-UTB



Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône
Direction des collectivités locales de l'utilité
publique et de l'environnement
Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux
Préfecture des Bouches du Rhône
Place Félix Baret
CS 80001
13282 - MARSEILLE CEDEX 06

Objet : Avis de l'autorité environnementale relatif à un projet d'installation classée
Demande en date du 15 septembre 2014 de la Société de Récupération Industrielle (SRI).
Demande d'autorisation pour l'exploitation d'un centre de stockage, dépollution, démontage
et découpage de véhicules hors d'usage ainsi qu'une installation de transit, regroupement et
tri de métaux, déchets de métaux et de déchets dangereux sur la commune de Rognac.
Demande d'agrément pour une installation de dépollution, démontage et découpage de
véhicules hors d'usage (VHU).

P. J. : Avis de l'autorité environnementale

Par transmission susvisée en référence, vous m'avez adressé le dossier de demande d'exploiter une
installation classée soumise à autorisation au titre de l'article R512-2 du code de l'environnement
susvisé.

Ce dossier a été déclaré complet et régulier au sens de la procédure ICPE par le service instructeur
et, à ce titre, pouvant être soumis à l'avis de l'autorité environnementale. Vous trouverez ci-joint cet
avis.

Conformément à l'article R512-7 du code de l'environnement, cet avis doit être :

- . rendu public par voie électronique (site internet) par vos soins,
- . joint au dossier d'enquête publique
- . mis en copie au pétitionnaire.

Pour le Préfet de Région et par délégation,
Pour la Directrice et par délégation,
Le Chef de l'Unité Territoriale des Bouches-du-Rhône,


Patrick COUTURIER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Marseille, le 12 février 2015

Unité Territoriale des Bouches-du-Rhône
Subdivision de Martigues
Route de la Vierge
CS 1
13696 Martigues Cedex

Référence : MF/BC - D-0603-2014-UT13-Sub-Mart T
Affaire suivie par : Morgane FRUZZETTI
morgane.fruzzetti@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 04 42 13 12 62
Fax : 04 42 13 01 29

Avis de l'autorité environnementale

- OBJET :** Avis autorité environnementale relatif à un projet d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.
Demande en date du 15 septembre 2014 de la Société de Récupération Industrielle (SRI).
Demande d'autorisation pour l'exploitation d'un centre de stockage, dépollution, démontage et découpage de véhicules hors d'usage ainsi qu'une installation de transit, regroupement et tri de métaux, déchets de métaux et de déchets dangereux sur la commune de Rognac.
Demande d'agrément pour une installation de dépollution, démontage et découpage de véhicules hors d'usage (VHU).
- REF. :** Vos transmissions préfectorales des 14 octobre et 17 novembre 2014.
Avis du SDIS en date du 14 janvier 2015.
Avis de l'Agence Régionale de la Santé en date du 5 février 2015.

1. PRESENTATION DU PROJET

Historique : La Société de Récupération Industrielle est autorisée par récépissé de déclaration n°2014-83 D du 28 février 2014 à exploiter une installation de transit, regroupement et tri de métaux et déchets de métaux non dangereux ainsi que de déchets dangereux sur la commune de Rognac.

Consistance du projet : Demande d'autorisation d'exploiter d'un centre de stockage, dépollution, démontage et découpage de véhicules hors d'usage ainsi que des installations de transit, regroupement et tri de métaux, déchets de métaux et de déchets dangereux.

L'installation de tri, regroupement de déchets de métaux est exercée sur une surface de 5 100 m².
Les déchets dangereux sont principalement issus de la dépollution des véhicules hors d'usage. La quantité maximale pouvant être présente sur le site est de 30 tonnes.

Le projet s'étend sur une superficie de 9 365 m² dans la zone industrielle de Rognac. Il s'inscrit donc dans un environnement déjà industrialisé.

Objectif : La demande d'autorisation est motivée par la forte demande du marché local pour le recyclage et la valorisation des déchets.

Localisation : Commune de Rognac (13) — Zone industrielle Nord — Montée des Pins.

2. CADRE JURIDIQUE

Compte-tenu de l'importance et des incidences du projet sur l'environnement, celui-ci est soumis à l'avis de l'autorité environnementale, conformément aux articles L 122-1-III et R 122-6 du Code de l'Environnement.

L'avis porte sur la qualité du dossier de demande d'autorisation, en particulier de l'étude d'impact et de l'étude de danger, et sur la prise en compte de l'environnement dans le projet. Le présent avis, transmis au pétitionnaire, sera porté à la connaissance du public et joint au dossier d'enquête publique.

Selon l'article R122-7 du Code de l'Environnement, l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement, donne son avis sur le dossier d'étude d'impact dans les deux mois suivant cette réception. Selon l'article R 122-6-III du Code de l'Environnement, l'autorité administrative compétente pour le projet est le Préfet de Région ; pour préparer son avis, le Préfet de Région s'appuie sur les services de la DREAL.

Comme prescrit à l'article L 122-1 et R 512-6 du Code de l'Environnement, le porteur du projet a produit une étude d'impact et une étude de danger qui ont été transmises à l'autorité environnementale. Il comporte l'ensemble des documents exigés aux articles R 512-2 à R 512-10.

L'avis ci-joint, transmis au pétitionnaire, est mis dans le dossier d'enquête publique.

Le dossier a été déclaré recevable et soumis à l'avis de l'autorité environnementale par le préfet de département le 12 décembre 2014.

L'activité projetée relève du régime de l'autorisation prévue aux articles L 512-1 du Code de l'environnement, aux titres des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique et Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature des installations	Critère de classement	Seuil et unité du critère	Volume déclaré
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793.	Installation de transit de déchets dangereux, provenant de la dépollution des VHU Batteries	Quantité	1 tonne	30 tonnes
2712-1.b	E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage.	Installation de dépollution	Surface	Supérieure ou égale à 100 m ² mais inférieure à 1000 m	605 m ²
2713-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	Installation de transit de métaux ferreux et non ferreux	Surface	1 000 m ²	5100 m ²
2710-1.b	DC	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : 1. Collecte de déchets dangereux.	Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par des particuliers	Quantité	Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes	6 tonnes

Rubrique et Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature des installations	Critère de classement	Seuil et unité du critère	Volume déclaré
2710-2.c	DC	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : 2. Collecte de déchets non dangereux	Installation de collecte de déchets dangereux apportés par des particuliers	Volume	Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	200 m ³
1220	NC	Oxygène (emploi et stockage de l')	36 bouteilles de 170 m ³	Quantité	2 tonnes	690 kg
1412	NC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature	6 bouteilles de 35 kg	Quantité	0,6 tonne	210 kg
1432-2	NC	Stockage de liquides inflammables visés par la rubrique 1430	1 cuve de 1000 litres de gazole non routier	Volume	10 m ³	40 litres
1435	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs	45 m ³ de gazole non routier.	Volume	100 m ³	9 m ³
2711	NC	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques	DEEE dépollués	Volume	100 m ³	60 m ³

A Autorisation
E Enregistrement
DC déclaration soumise au contrôle périodique
NC installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A.

3. LES ENJEUX IDENTIFIÉS PAR L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

Le projet de la Société de Récupération Industrielle est localisé dans la zone industrielle Nord de Rognac. L'environnement immédiat du site est constitué :

- au Nord de l'établissement DALOREC puis de parcelles à l'état naturel ;
- au Sud du poste électrique du quartier des Pins ;
- à l'Ouest d'une parcelle vierge puis des installations de stockage de produits pétroliers du complexe de Berre ;
- à l'Est de la départementale D20f puis de parcelles vierges.

La première habitation se situe à 180 mètres au Sud est du site.

Par ailleurs, il convient de noter que le projet de la Société de Récupération Industrielle s'inscrit dans le périmètre du Plan de Protection des Risques Technologiques (PPRT) de Berre. Ce terrain est concerné par l'aléa de surpression faible. A l'approbation de ce PPRT, un renforcement du bâtiment (résistance aux effets de surpression 50 mbar) pourrait être demandé à la Société de Récupération Industrielle.

Au regard de la nature et de la localisation du projet, les enjeux environnementaux et les risques identifiés concernent essentiellement :

- les nuisances sonores,
- la gestion des déchets,
- les impacts du sol et sous-sol,
- le trafic routier.

Les terrains occupés pour le projet ne sont pas inclus dans une zone NATURA 2000, ni dans une Zone naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique ou une dans une Zone d'Importance pour la conservation des oiseaux. Les zones de protection spéciales les plus proches sont la ZPS FR9301597 « Marais et zones humides

liées à l'étang de Berre » et la ZPS FR9310069 « Salines de l'étang de Berre » situées respectivement à 4 et 4,2 km du site.

Le site est desservi par la route départementale Df20 accessible à partir des départementales D21 et D113. L'exploitation du site contribuera à environ 3,4% du trafic global de la Df20 et engendrera une augmentation du flux de transport routier de 0,2% pour les départementales D21 et D113. Le trafic routier devrait s'insérer correctement sur ces axes routiers.

4. QUALITE DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les articles R512-3 à R512-6 définissent le contenu du dossier de demande d'autorisation, l'article R-512-8 définit le contenu de l'étude d'impact et l'article R512-9 définit le contenu de l'étude de dangers.

Conformément à l'article L414-4 du Code de l'Environnement, le projet doit comporter une évaluation des incidences Natura 2000 sur les zones potentiellement concernées. Le dossier comporte, en annexe 5 de l'étude d'impact, le formulaire simplifié des incidences Natura 2000 en date du 6 mars 2014.

Le dossier est constitué d'une demande d'autorisation avec présentation du projet, l'étude d'impact, l'étude de dangers, la notice hygiène et sécurité ainsi que le résumé non technique de cette demande d'autorisation. L'ensemble est assorti de documents graphiques ainsi que de plusieurs annexes.

L'étude d'impact comprend les six chapitres exigés par le code de l'environnement, et couvre l'ensemble des thèmes requis de manière proportionnée.

4-1 – Etat initial et identification des enjeux environnementaux sur le territoire par le porteur de projet

➤ Etat initial

L'état initial de la zone d'étude du projet a été correctement analysé et ce de manière proportionnée. Des données sur le milieu physique, les milieux naturels et le milieu humain sont présentées. Par rapport aux principaux enjeux présentés dans la partie 3, des études ont été réalisées.

Une campagne de mesure de bruit a été effectuée en limite de propriété afin d'établir l'environnement sonore initial du site.

Un diagnostic des sols a été réalisé par Sita Remediation au premier semestre 2012. Cette étude a permis de mettre en évidence des anomalies en hydrocarbures totaux C10-C40 à une profondeur de 1,5 à 2 mètres à l'ouest du bâtiment. La présence d'une pollution aux hydrocarbures dans cette zone de Rognac est connue. Il s'agit d'une pollution liée aux activités connexes de la raffinerie de Berre. Ce sujet est actuellement pris en charge par le service sites et sols pollués de la DREAL.

Une évaluation des risques sanitaires figure au dossier. En raison du caractère peu significatif des sources d'émission, elle a été réalisée de manière qualitative. L'Agence Régionale de Santé conclut, dans son avis du 05 février 2015, que la qualité de l'étude des effets du projet sur la santé des riverains est satisfaisante excepté en ce qui concerne la citation des nouveaux textes réglementaires et techniques relatifs à la prévention et la gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation. La référence à la circulaire du 09 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation ainsi que la référence au guide INERIS de 2013 sur l'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires n'ont pas été indiquées dans le dossier.

Enfin, le site étant déjà artificialisé au commencement de l'étude d'impact, l'état initial faune-flore n'a pas été réalisé.

➤ Articulation du projet avec les plans et programmes concernés

L'étude met en évidence de manière satisfaisante la prise en compte et la compatibilité du projet par rapport au plan d'occupation des sols de Rognac.

Par ailleurs, compte tenu de la forte demande du marché local pour le recyclage et la valorisation des déchets, ce projet s'inscrit favorablement dans le cadre du plan régional de prévention et de gestion des déchets dangereux.

4.2- Analyse des effets du projet sur l'environnement

➤ Phases du projet

L'étude prend en compte tous les aspects du projet :

- La période d'exploitation,
- La période post exploitation : remise en état du site et usage futur.

➤ Analyse des impacts

Par rapport aux enjeux présentés, les impacts du projet sur les différentes composantes environnementales ont bien été identifiés et traités. Le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'environnement. Les mesures d'évitement sont pertinentes.

Les activités envisagées dans le cadre du projet sont génératrices de déchets dangereux et non dangereux. Le dossier présente les filières de valorisation envisagées pour chaque catégorie de déchets.

Les activités envisagées génèrent également des émissions sonores (principalement les opérations de chargement/déchargement de métaux). Ces installations seront équipées de manière à limiter les nuisances sonores.

Des impacts modérés sur le sol/sous-sol ont été également identifiés. Le risque de pollution accidentel du milieu naturel est lié principalement aux opérations de démontage et dépollution des véhicules hors d'usage. Des matériaux souillés contenus dans les métaux collectés sont également susceptibles de générer une pollution des sols. Les mesures d'évitement proposées sont pertinentes.

L'étude des effets cumulés liés aux autres projets recensés sur la zone d'étude a été réalisée.

➤ Qualité de la conclusion

L'étude a d'une manière générale présenté convenablement l'ensemble des caractéristiques de la zone d'étude et analysé les effets de l'exploitation du site. Elle conclut à la présence d'impacts du projet sur l'environnement. Des mesures d'évitement et de réductions pertinentes sont proposées afin de maîtriser ces impacts. Elles sont présentées au paragraphe 4.4 ci-dessous.

4.3- Justification du projet

Les justifications ont bien pris en compte les objectifs de protection de l'environnement établis au niveau communautaire ou national.

4.4- Mesures pour supprimer, réduire et si possible compenser.

L'étude présente de manière précise et détaillée les mesures pour supprimer, réduire et compenser les impacts réels ou potentiels du projet sur l'environnement. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse de l'environnement et les effets potentiels du projet. Elles portent sur :

- Les conditions de stockage des déchets dangereux : les liquides sont munis de rétention afin de prévenir tout épandage accidentel tandis que les solides sont stockés en bennes étanches et couvertes.
- La limitation des émissions sonores par une organisation des opérations bruyantes au plus loin des zones d'urgence réglementée ;
- La collecte et le traitement des eaux susceptibles d'être polluées avant rejet dans le milieu naturel ;
- La maîtrise des pollutions accidentelles.

4.5- Maîtrise des risques accidentels

Identification, caractérisation et réduction des potentiels de dangers

Les potentiels de dangers des installations sont identifiés et caractérisés. Des mesures préventives et des moyens de protection ont été prévus pour réduire ce potentiel de danger.

Accidents et incidents survenus, accidentologie

Les événements pertinents relatifs à la sûreté de fonctionnement survenus sur d'autres sites mettant en œuvre des installations, des substances et des procédés comparables ont été recensés.

Le phénomène dangereux prépondérant est l'incendie. Les causes identifiées sont principalement des défaillances humaines et matérielles. L'épandage de produits polluants est également recensé comme phénomène dangereux.

Analyse préliminaire des risques

L'exploitant a fourni une synthèse de l'analyse préliminaire des risques qu'il a menée.

Quantification et hiérarchisation des différents scénarios en terme de gravité, de probabilité et de cinétique de développement en tenant en compte de l'efficacité des mesures de prévention et de protection.

L'étude de dangers ainsi faite est conforme à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées.

Conclusion de l'étude de dangers

L'étude des dangers a correctement été menée et n'identifie pas de scénario d'accident susceptible d'entraîner des conséquences significatives pour les populations voisines.

Le Service d'Incendie et de secours (SDIS) conclut dans son avis du 14 janvier 2015 que les moyens de lutte incendie envisagés par la Société de Récupération Industrielle ne sont pas suffisants par rapport aux risques identifiés.

La Société de Récupération Industrielle s'est engagée à mettre en œuvre les dispositions complémentaires recommandées par le SDIS. En particulier :

- le risque feu de forêt est pris en compte par la mise en place d'un système d'aspersion le long de la clôture.
- les moyens de lutte incendie sont complétés par une réserve en eaux permettant de fournir le débit requis de 120 m³/h pendant deux heures.

4.6- Conditions de remise en état et usage futur du site

Au vu des impacts réels ou potentiels présentés, la remise en état et les conditions de réalisation proposée sont présentées de manière claire et détaillée. La remise en état du site sera adaptée à sa future utilisation, à savoir un usage de type industriel dans un état équivalent à celui dans lequel il se trouve actuellement.

4.7- Prise en compte de l'environnement par le dossier d'autorisation

Le projet prend en compte les enjeux environnementaux identifiés en fonction de l'activité du site ; en particulier, les enjeux liés aux émissions sonores et à la protection du sol et du sous-sol. Des mesures de prévention et de protections pertinentes sont proposées pour limiter les effets potentiels. Compte tenu de ces mesures, les impacts identifiés sont considérés de faible importance.

Les dispositifs pour garantir un faible niveau d'atteinte à l'environnement et à la santé sont prévus ainsi que des mesures de maîtrise des risques permettant de réduire les zones d'effet des accidents dont les scénarios sont étudiés dans le dossier.

4.8- Résumés non techniques

Les résumés non techniques (étude d'impact et étude de danger) abordent tous les éléments du dossier. Le résumé non technique de l'étude d'impact reprend l'ensemble des effets du projet ainsi que les mesures envisagées pour les limiter. Leurs lisibilités n'appellent pas d'observation.

4.9- Analyse de méthodes

L'étude d'impact et l'étude de dangers présentent une analyse correcte des méthodes utilisées pour analyser les effets du projet sur l'environnement et sur les personnes.

5. CONCLUSION DE L'AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

5.1- Avis sur le caractère complet de l'étude d'impact, la qualité et le caractère approprié des informations qu'elle contient.

D'une manière générale, l'étude d'impact est claire, concise. Elle est complète et comporte toutes les rubriques exigées par le code de l'environnement. Elle est proportionnée aux enjeux environnementaux.

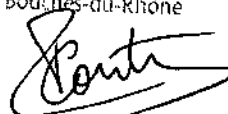
5.2- Avis sur la manière dont le projet prend en compte l'environnement

Le projet a bien identifié et pris en compte les enjeux environnementaux. Les mesures proposées pour supprimer, réduire les impacts sont appropriées au contexte et aux enjeux.

L'enquête publique peut conduire à l'émergence d'enjeux ou faits nouveaux par rapport à cet avis basé sur les documents fournis par le pétitionnaire et les documents de planification connus à cette date. Il conviendra dans ce cas que les prescriptions proposées par l'inspection des installations classées prennent en compte ces nouveaux éléments.

Le présent avis est adressé à Monsieur le Préfet du département des Bouches-du-Rhône en vue d'être joint au dossier mis à l'enquête publique.

Pour la Directrice et par délégation,
Le Chef de l'Unité Territoriale
des Bouches-du-Rhône



Patrick COUTURIER

PIECE N° 3

Avis de l'ARS

— Délégation territoriale des Bouches-du-Rhône

Merci de rappeler impérativement
 la référence de ce courrier et l'objet

— Affaire suivie par : Françoise COUSTES
 — Courriel : francoise.coustes@ars.sante.fr

— Téléphone : 04.13.55.82.31
 — Télécopie : 04.13.55.82.63

— Réf : DT13/SE/ERS /SRI-AE15-JC15
 — PJ :

— Date : 5 février 2015
 — Objet : Consultation de l'autorité environnementale pour les Installations classées pour l'Environnement
 Projet de demande d'autorisation sur la commune de Rognac
 Pétitionnaire : Société de Récupération Industrielle
 Dossier ref. SIIIC : 64-12095 (version du 20 juin 2014) reçu le 28 janvier 2015

DREAL PACA
UT 13
16 rue A Zattara
13332 Marseille Cedex 3

A l'attention de Madame Morgane FRUZZETTI

Textes de référence pour les évaluations des risques sanitaires, ERS, dans les études d'impact :

- Code de la Santé Publique notamment l'article L. 1435-1,
- Article L.122-3 du code de l'environnement,
- Guide méthodologique pour l'évaluation des risques sanitaires de l'INERIS (2003),
- Guide pour l'analyse du volet sanitaire des études d'impact de l'InVS - circulaire DGS 3/2/2000,
- Préconisations de l'Observatoire des Pratiques de l'Evaluation des Risques Sanitaires dans les Etudes d'Impact (OPERSEI),
- Circulaire DGS/SD7B/2005/273 du 25 février 2005 relative à la prise en compte des effets sur la santé de la pollution de l'air dans les études d'impact des infrastructures routières,
- Circulaire DGS/234 du 30 mai 2006 relative aux modalités de sélection des substances chimiques et de choix des valeurs toxicologiques de référence,
- Rapport du Haut Conseil de la Santé Publique « Evaluation des risques sanitaires dans les analyses de zone - Utilité, lignes méthodologiques et interprétation – Décembre 2010 »,
- Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires – Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les Installations Classées – INERIS (mars 2013).
- Circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation.

EXAMEN DU DOSSIER

La société S.R.L. exerce sur la commune de Rognac des activités de transit, regroupement et tri de métaux et alliages et déchets de métaux et alliages. Dans le cadre de son développement, la société souhaite d'une part étendre les surfaces et les volumes dédiés à ses activités de transit, regroupement et tri de déchets de métaux et alliages et d'autre part mettre en œuvre une activité d'entreposage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage.

Ce dossier, présenté sous la responsabilité du pétitionnaire, m'amène à faire les remarques suivantes, en l'état actuel des connaissances :

I. Examen de l'étude des effets du projet sur la santé des riverains

Le projet concerne une installation classée qui n'est pas mentionnée à l'annexe I de la directive n°2010/75/UE relative aux émissions industrielles (IED).

— Agence régionale de santé - Délégation territoriale des Bouches-du-Rhône - 132 Bd de Paris 13003 MARSEILLE
 — Adresse postale : CS 50039 - 13331 Marseille cedex 03
 — Standard : 04 13 55 80 10 / Fax : 04 13 55 80 45
www.ars.paca.sante.fr

La circulaire du 9 août 2013 prévoit pour ces installations que l'analyse des effets sur la santé requise dans l'étude d'impact soit réalisée sous une **forme qualitative**. La quantification des risques sanitaires n'est pas demandée.

Les effets du projet sur la santé des riverains sont présentés dans la partie V.9 de l'étude d'impact.

Ils sont présentés selon le cadre méthodologique défini selon la circulaire DGS du 11 avril 2001 et le guide INVS qui l'accompagnait ainsi que sur la base du guide méthodologique de l'INERIS de 2003. Cette circulaire a été abrogée par celle du 9 août 2013 qu'il convient désormais d'appliquer.

Cependant, la démarche d'évaluation qualitative des risques sanitaires a été correctement déroulée elle comprend l'identification :

- des substances émises pouvant avoir des effets sur la santé ;
- des enjeux sanitaires à protéger ;
- des voies de transfert des polluants.

II. CONCLUSION

II.1 Evaluation de la qualité de l'étude des risques sanitaires et de la prise en compte de l'enjeu sanitaire dans le projet

La qualité de l'étude des effets du projet sur la santé des riverains est satisfaisante excepté en ce qui concerne les citations des nouveaux textes réglementaires et techniques relatifs à la prévention et à la gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation. En effet, il n'est pas fait référence à ces nouveaux textes :

- Circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation,
- Guide INERIS (2013) Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires – Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les Installations Classées.

Comme le prévoit la circulaire du 9 août 2013, le dossier ne comporte pas de quantification des risques sanitaires mais une évaluation qualitative.

II.2 Prescriptions techniques et de surveillance à prendre en compte dans l'arrêté d'autorisation

Il convient de prendre en compte la prescription suivante dans l'arrêté d'autorisation : un dispositif anti-retour d'eau doit être posé afin de protéger le réseau d'eau publique.

Pour le Directeur Général de l'ARS
et par Délégation
L'Ingénieur Responsable d'Unité


Maria CRIADO

COPIE : Préfecture des Bouches-du-Rhône - DCL - Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux

Agence régionale de santé - Délégation territoriale des Bouches-du-Rhône - 132 Bd de Paris 13003 MARSEILLE

Adresse postale : CS 50039 - 13331 Marseille cedex 03

Standard : 04 13 55 80 10 / Fax : 04 13 55 80 45

www.ars.paca.sante.fr

PIECE N° 4

Avis de la DDTM



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Marseille, le 27 FEV 2015

Le directeur
à

Monsieur le Préfet de la Région

Provence, Alpes, Côte d'Azur

Préfet des Bouches du Rhône

Direction des Collectivités Locales, de l'Utilité
Publique et de l'Environnement

Bureau des Installations et Travaux Réglementés
pour la Protection des Milieux

Hôtel de la Préfecture

13282 MARSEILLE CEDEX 20

À l'attention de Mme MEZIANI

Référence :

Vos réf. : Votre lettre n°372-2014 A du 7 janvier 2015

Affaire suivie par : Frédéric TRON

frederic.tron@bouches-du-rhone.gouv.fr

Tél. 04 91 28 42 39 – Fax : 04 91 28 43 52

Magali MARQUE

Magali.marque@bouches-du-rhone.gouv.fr

Tel 04 91 28 41 45

Objet : Demande d'autorisation Société de Récupération Industrielle
Commune de ROGNAC

Vous avez sollicité la contribution de la DDTM des Bouches –du-Rhône pour l'avis de synthèse de l'autorité environnementale (Ae) et de la police de l'eau sur le dossier cité en objet.

En réponse à cette demande, j'ai l'honneur de vous communiquer, ci-après, la contribution de la DDTM à l'avis de l'autorité environnementale et l'avis au titre de la Police de l'Eau concernant la demande d'autorisation d'installation classée présentée par la Société de Récupération Industrielle (SRI) en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ainsi que des installations de tri, transit et regroupement de métaux, déchets de métaux et de déchets dangereux dans la zone industrielle Nord – Montée des Pins sur la commune de Rognac.

I - Avis au titre de la Police de l'Eau

Conformément à l'article L 214-7 du Code de l'Environnement, nous avons consulté ce dossier de demande d'autorisation au titre de la Police de l'Eau.

- Les eaux sanitaires seront collectées puis traitées dans une fosse septique. La société SRI devra respecter :
 1. les prescriptions de l'Arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.
 2. les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2000 modifié le 9 avril 2010 portant réglementation des conditions de mise en œuvre, d'entretien et de mise hors service de dispositifs d'assainissement non collectif.
- Les eaux de ruissellement des aires imperméabilisées du site seront collectées vers un bassin de lissage, puis traitées par un système de traitement (déshuileur-débourbeur) avant d'être rejetées dans le réseau pluvial de la zone portuaire. Ce système de traitement devra faire l'objet de vidanges régulières et sera muni d'une alarme indiquant la nécessité de procéder à sa vidange. Un contrat sera passé avec une société spécialisée dans ce type d'opérations. De plus, le rejet de ces eaux de ruissellement devra faire l'objet d'une autorisation de la commune de Rognac assortie d'une convention de rejet.

- En cas d'incendie, les eaux seront stockées dans le bassin de lissage. Ce dernier devra être équipé d'une vanne de fermeture de type martellière afin d'éviter toute pollution du milieu récepteur (Étang de Berre).

Par ailleurs, nous rappelons que cette zone fait l'objet d'un Arrêté Préfectoral de Servitude d'Utilité Publique 329-2008 A compte tenu des pollutions historiques piégées dans le sous-sol. Il appartient donc à la société SRI de respecter les prescriptions de cet arrêté préfectoral.

La compatibilité du projet avec les objectifs de la Directive Cadre Européenne sur l'eau a été examinée au regard de l'objectif de « bon état écologique » fixé par le SDAGE pour la masse d'eau de l'étang de Berre.

Ce dossier répond aux préoccupations du Service Mer Eau et Environnement en matière de Police de l'Eau. Il permet d'apprécier les conséquences de l'aménagement sur les milieux aquatiques et de s'assurer que les dispositions de l'article L 211-1 du Code de l'Environnement en vue de la gestion équilibrée de la ressource en eau ont été respectées.

En conséquence, nous donnons un avis favorable à cette demande au titre de la Police de l'Eau et des milieux aquatiques.

II – Contribution a de l'Ae

1) Le risque inondation :

La parcelle du projet ne se situe pas dans une zone inondable de l'Arc, mais dans une zone de ruissellement. Les équipements sensibles à l'eau doivent être placés à au moins 0.5m au-dessus du terrain naturel.

2) Natura 2000 :

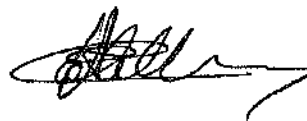
Le projet d'extension de capacité de l'installation déposé par la S.R.I. est situé en dehors d'un site Natura 2000.

Dans le cas présent le contenu du dossier d'évaluation des incidences fourni par le pétitionnaire ne répond pas au minimum attendu, et doit être complété.

Ces investigations sont à réaliser sur site par un expert naturaliste et porteront sur la zone d'influence du projet (a minima son emprise) afin:

- d'établir une cartographie simplifiée des habitats sur l'emprise du projet, sur fond de photos aériennes,
- de préciser si de vieux arbres ou arbres à cavité sont présents,
- de préciser si des gîtes à chauve-souris sont présents (arbres, fissures de parois rocheuses et bâtiments inclus),
- de mener une analyse sommaire des potentialités de la zone d'influence pour chacune des espèces ayant justifié la désignation des sites Natura 2000 voisins et des espèces de chauve-souris de l'annexe II de la directive habitats, en précisant de quelle façon celles-ci sont susceptibles d'utiliser la zone,
- de conclure sur les incidences du projet (dont un plan descriptif détaillé doit être fourni ou plan de masse), pour chacune des espèces concernées (ou groupes d'espèces si enjeux communs),
- de faire, le cas échéant, des propositions de mesures de réduction, d'évitement ou d'accompagnement ; celles-ci prendront utilement en considération les corridors de vol potentiels pour les chauves-souris et le besoin de limiter le plus possible les éclairages nocturnes, en précisant bien leur nature et leur disposition.

**La Directrice Départementale Adjointe
des Territoires et de la Mer**



Anne-Cécile COTILLON

PIECE N° 5

Avis du Service Régional de l'Archéologie

FM



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES B-D-R
COURRIER ARRIVÉ LE

03 MARS 2015

DIRECTION DES
COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE
L'UTILITÉ PUBLIQUE ET ENVIRONNEMENT

PREFECTURE DES B-D-R
PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
3 MARS 2015
PREFECTURE P.A.C.A.
et des BOUCHES-DU-RHÔNE
Secrétariat Général
76 FEV. 2014
ARRIVEE CABINET

Direction régionale
des affaires culturelles
Service régional de l'archéologie

Téléphone: 04-42-99-10-00
Télécopie: 04-42-99-10-01

Affaire suivie par :
Françoise TRIAL

N° 1103

Poste :
04 42 99 10 15

Préfecture des Bouches du Rhône
Direction des Collectivités Locales de l'Utilité Publique
et de l'Environnement
Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour
la Protection des Milieux
Place Félix Baret
CS 80001
13282 MARSEILLE Cedex 06

Aix-en-Provence, le 24/02/2015

→ Dcluse

26.2

Réf SRA: FT 2015/19465

Objet : 13 - ROGNAC - ZI Nord Montée des Pins - EI 13081 144

PREFECTURE DES B.D.R.
ARRIVEE
DCLUSE
03 MARS 2015
BUREAU DES INSTALLATIONS ET
TRAVAUX REGLEMENTES POUR
LA PROTECTION DES MILIEUX

Je vous informe que je n'édicterai, sur le projet cité en objet, aucune prescription archéologique en application de la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée par la loi n°2003-707 du 1er août 2003 relative à l'archéologie préventive.

Toutefois, il conviendra de rappeler au pétitionnaire que toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie devra être déclarée sans délai au maire de la commune conformément à l'article L. 112-7 du Code de la construction et de l'habitation ainsi qu'à l'article 47 du décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002.

Le Directeur Régional des Affaires Culturelles
Le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Le Président du Service Régional de l'Archéologie

[Signature]
Yveline FILLARDINE

Direction régionale des affaires culturelles
23 boulevard du Roi René -13617 Aix-en-Provence

Tél. : (33) [0]4 42 16 19 00- Télécopie (33) [0]4 42 38 03 22- <http://www.paca.culture.gouv.fr/>

PIECE N° 6

Avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité



INSTITUT NATIONAL
DE L'ORIGINE ET DE
LA QUALITÉ

PREFECTURE DES B-D-R
COURRIER ARRIVÉ LE

19 FEV, 2015

DIRECTION DES
COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE
L'UTILITÉ PUBLIQUE ET ENVIRONNEMENT

Le Directeur de l'INAO

Préfet de région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Préfecture des Bouches-du-Rhône

Direction des collectivités locales, de l'utilité
publique et de l'environnement

Bureau des installations et des travaux
réglementés pour la protection des milieux
BD Paul Peytral

13282 MARSEILLE cedex 20

A l'attention de Madame MEZIANI

Le Délégué Territorial

Dossier suivi par Patrice JADAULT

Tel. : 04.94.35.74.67

Fax : 04.94.65.89.43

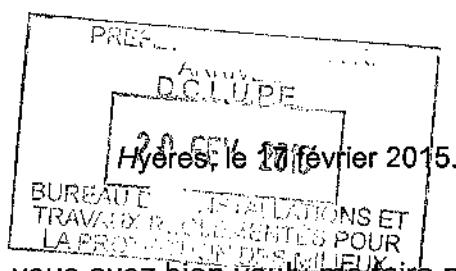
Mél : p.jadault@inao.gouv.fr

Ref.. : PJ : 0317022015

Objet : Installations classées soumises à
autorisation.

Société :SRI.

Demande d'autorisation d'exploiter une
installation d'entreposage, dépollution,
démontage ou découpage de véhicules
hors d'usage ainsi que des installations de
tri, transit et regroupement de métaux et de
déchets dangereux sises zone industrielle
nord- Montée des Pins sur la commune de
Rognac.



Par courrier en date du 07 janvier 2015, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour examen et avis, la demande d'autorisation d'exploiter une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ainsi que des installations de tri, transit et regroupement de métaux et de déchets dangereux sises zone industrielle nord- Montée des Pins sur la commune de Rognac, présentée par la société :SRI.

La commune de Rognac est incluse dans les aires géographiques des AOC : « Coteaux d'Aix-en-Provence », « Huile d'olive d'Aix-en-Provence », « Huile d'olive de Provence » et dans les aires géographiques des IGP : « Méditerranée », « Bouches-du-Rhône », « Miel de Provence », et « Agneau de Sisteron ».

Ce projet ne concerne aucune parcelle agricole.

Après étude du dossier, je vous informe toutefois que l'INAO n'a pas de remarque à formuler sur ce projet, dans la mesure où celui-ci n'affecte pas l'activité des AOC et IGP concernées.

Le Directeur Jean-Luc DAIRIEN
Et par délégation le Délégué Territorial
Pascal Laville

INAO - Unité Territoriale Sud-Est

Ingénieur Terroir

Centre Europe - Immeuble Le Palatin

4Rue Georges Simenon - 83400 HYERES

TEL. 0 494 357 467 / TELECOPIE : 0 494 658 943

www.inao.gouv.fr

PIECE N°7

Décision n°E15000016/13 du 18 février 2015 du président du Tribunal Administratif de Marseille.

REPUBLIQUE FRANCAISE

Marseille, le 18/02/2015

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MARSEILLE**

22-24, rue Breteuil

13281 MARSEILLE CEDEX 06

Téléphone : 04.91.13.48.13

Télécopie : 0491.81.13.87/89

Greffé ouvert du lundi au vendredi de
8h30 à 12h00 - 13h30 à 16h45

E15000016 13

Monsieur Jean-François MAILLOL
12 le Clos Soléri
avenue de Provence
13320 BOUC BEL AIR

Dossier n° : E15000016 / 13

(à rappeler dans toutes correspondances)

COMMUNICATION DECISION DESIGNATION CE + PROVISION

Objet : demande d'autorisation présentée par la Société de Récupération Industriels (S.R.I.) en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de stockage, dépollution, démontage et découpage de véhicules hors d'usage, ainsi qu'une installation de transit, regroupement ou tir de déchets dangereux (batteries) situées Z.I. à Rognac

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, une copie de la décision par laquelle le président du tribunal vous a désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire.

Dans l'hypothèse où l'original n'a pas encore été transmis au président du tribunal, je vous remercie de me faire parvenir, par retour de courrier, la déclaration sur l'honneur ci-jointe dûment complétée et signée.

Par ailleurs, je vous rappelle qu'en application des dispositions de l'article R. 123-19 dudit code, le commissaire enquêteur transmet simultanément à l'autorité organisatrice et au Tribunal administratif une copie de son rapport et de ses conclusions motivées, dans les délais légalement définis par l'article L. 123-15.

Enfin, afin de permettre le règlement futur de vos indemnités, vous voudrez bien adresser au tribunal, à l'issue de l'enquête publique, votre état de frais dûment complété accompagné des justificatifs ainsi que l'original d'un RIB ou RIP.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Préfecture :
Mme MEZIANI
04 84 35 42 66

Commissaire enquêteur suppléant
M. Claude TAXY
04 91 52 67 05 - 06 44 85 07 66

Pour le Greffier en Chef,

ou par délégation,
signé
S.AZNAR

PIECE N°8

Arrêté préfectoral n° 2014-372A du 5 mars 2015.



PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

PREFECTURE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES,
DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

- 5 MARS 2015

Bureau des Installations et des Travaux Réglementés
pour la Protection des Milieux

Dossier suivi par : Mme MEZIANI
☎ 04 84 35 42 66 - Fax : 04 84 35 42 00
farida.meziani@bouches-du-rhone.gouv.fr
N° 2014-372 A

ARRETE portant ouverture d'une enquête publique sur
la demande présentée par la Société de Récupération Industrielle (S.R.I.), en vue d'obtenir
l'autorisation d'exploiter une installation de stockage, dépollution, démontage et découpage
de véhicules hors d'usage (VHU), ainsi qu'une installation de transit, regroupement ou tri de
déchets dangereux (batteries), à Rognac 13340.

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR,
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de l'Environnement, Livre V Titre 1^{er} Chapitre II, et notamment ses articles R.512-1 à R.512-39,

Vu la demande présentée le 15 septembre 2014, complétée le 04 novembre 2014 par la **Société de Récupération Industrielle (S.R.I.)**, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de stockage, dépollution, démontage et découpage de véhicules hors d'usage (VHU), ainsi qu'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (batteries), situées Zone Industrielle Nord – Montée des Pins - 13340 Rognac,

Vu le dossier annexé à la demande et notamment l'étude d'impact,

Vu l'avis du Sous-Préfet d'Istres en date du 1^{er} décembre 2014,

Vu le rapport de recevabilité de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 09 décembre 2014,

Vu l'ordonnance n°E15000016/13 du 18 février 2015 du Président du Tribunal Administratif de MARSEILLE désignant un commissaire enquêteur,

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale du 12 février 2015 joint au dossier d'enquête publique,

Considérant qu'il y a lieu de soumettre ce projet aux formalités d'enquête publique prescrite par le Code de l'Environnement visé ci-dessus,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

.../...

ARRETE

ARTICLE 1

Il sera procédé, sur le territoire des communes de **Rognac et Berre l'Etang**, à une enquête publique portant sur la demande présentée par la société **S.R.I.**, dont le siège social se situe ZI Les Florides - Route Lino Ventura – RN368 - 13700 Marignane, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de stockage, dépollution, démontage et découpage de véhicules hors d'usage (VHU), ainsi qu'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (batteries), situées Zone Industrielle Nord – Montée des Pins - 13340 Rognac.

Le projet de la société **S.R.I.** consiste à exploiter une installation de stockage, dépollution, démontage et découpage de VHU, ainsi qu'une installation de transit, regroupement et tri de métaux, déchets de métaux et de déchets dangereux, afin de répondre à une forte demande du marché local pour le recyclage et la valorisation des déchets.

ARTICLE 2

Ce dossier contient une étude d'impact et le public peut consulter un résumé non technique sur le site Internet de la Préfecture des Bouches du Rhône. <http://www.bouches-du-rhone.pref.gouv.fr>

Cette étude a fait l'objet d'un avis de l'Autorité Environnementale en date du 12 février 2015 qui est consultable à cette même adresse et joint au dossier d'enquête publique.

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône Place Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06 à la Direction des Collectivités Locales de l'Utilité Publique et de l'Environnement (DCLUPE), Bureau des Installations et des Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux (BITRPM).

ARTICLE 3

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur :

Monsieur Jean-François MAILLOL,
Ingénieur en génie chimique,
Responsable société d'ingénierie

Est désigné comme commissaire suppléant :

Monsieur Claude TAXY,
Gérant de la société Filtration - Etudes Conseils,

Le commissaire enquêteur suppléant remplacera le titulaire en cas d'empêchement de ce dernier et exercera alors ses fonctions jusqu'au terme de la procédure.

ARTICLE 4

Les pièces du dossier ainsi que des registres d'enquête à feuillets non mobiles cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, resteront déposés en Mairies de **Rognac et Berre l'Etang** pendant 35 jours **du mardi 07 avril 2015 au lundi 11 mai 2015 inclus**, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant les jours ouvrables, aux heures d'ouverture des bureaux précisés ci-après et consigner sur ces registres ses observations, propositions, et contre-propositions.

Ces observations, propositions, et contre-propositions pourront être également adressées par correspondance, au commissaire enquêteur à **la mairie de Rognac, siège de l'enquête** et seront tenues à la disposition du public auprès de la mairie de Rognac dans les meilleurs délais.

Les observations du public seront consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête, auprès des mairies concernées.

Monsieur Jean-François MAILLOL recevra personnellement les observations des intéressés en :

● **Mairie de Rognac**, 21 avenue Charles de Gaulle BP 10062 - 13655 Rognac Cedex

- le mardi 07 avril 2015 de 9h 00 à 12h 00
- le mardi 14 avril 2015 de 9h 00 à 12h 00
- le mardi 21 avril 2015 de 13h 30 à 16h 00
- le mercredi 06 mai 2015 de 9h 00 à 12h 00
- le lundi 11 mai 2015 de 13h 30 à 16h 00

● **Annexe de la Mairie de Berre l'Etang, Centre Administratif, Direction de l'Urbanisme et du Développement (4e étage)**, Place du Souvenir Français - 13130 Berre l'Etang

- le mardi 07 avril 2015 de 13h 30 à 16h 00
- le mardi 14 avril 2015 de 13h 30 à 16h 00
- le mercredi 06 mai 2015 de 13h 30 à 16h 00
- le lundi 11 mai 2015 de 9h 00 à 12h 00

Le commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire faire application des dispositions prévues aux articles R123-6 2e alinéas et des articles R.123-14 à R.123-17 du code de l'environnement.

ARTICLE 5

A l'expiration du délai d'enquête, les registres seront mis à la disposition par les maires de Rognac et Berre l'Etang, du commissaire enquêteur et clos par lui.

Le commissaire enquêteur examinera les observations recueillies et entendra toute personne qu'il lui paraît utile de consulter ainsi que le demandeur lorsque celui-ci en fait la demande.

Dès réception des registres et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire dans un délai de quinze jours ses observations éventuelles.

Il établira un rapport conformément aux dispositions du 2^e alinéa de l'article R.123-19 qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies puis consignera dans un document séparé ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserve ou défavorables à la demande d'autorisation.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur enverra l'exemplaire du dossier de l'enquête publique de la mairie siège d'enquête au Préfet avec son rapport et ses conclusions motivées.

Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

ARTICLE 6

Copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée, dès sa réception par le Préfet des Bouches-du-Rhône, au pétitionnaire.

Copies des observations éventuelles en réponse du demandeur ainsi que du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sont adressées par le Préfet en mairies de Rognac et Berre l'Etang, pour y être sans délai tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

Toute personne physique ou morale intéressée peut prendre connaissance de ces documents en mairies concernées ainsi que sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.pref.gouv.fr> pendant au moins un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

ARTICLE 7

Un avis reprenant les dispositions de l'article R123-9 du code l'environnement sera affiché par les maires de Rognac et Berre l'Etang **quinze jours** au moins avant l'ouverture de l'enquête publique ainsi que dans un rayon de 2 kms autour de l'établissement, et ce, également pendant toute la durée de l'enquête.

Ces formalités devront être attestées par un certificat des maires concernés.

Cet avis sera en outre, par les soins du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, inséré dans "**La Provence**" et "**La Marseillaise**" (édition des Bouches-du-Rhône) dans les **quinze jours** au moins avant l'ouverture de l'enquête **et rappelé dans les huit premiers jours**.

Cet avis sera également publié sur le site internet de la préfecture : <http://www.bouches-du-rhone.pref.gouv.fr> **quinze jours** au moins avant l'ouverture de l'enquête et également pendant toute la durée de l'enquête.

Enfin, ce même avis sera affiché par le demandeur, sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, suivant les caractéristiques et les dimensions fixées par l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable des transports et du logement en date du 24 avril 2012, **quinze jours** au moins avant l'ouverture de l'enquête.

ARTICLE 8

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation est le Préfet des Bouches-du-Rhône après avis du Conseil Départemental de l'Environnement, et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST). Cette décision sera prise sous la forme d'un arrêté préfectoral de refus ou d'autorisation assorti de prescriptions en tant que décision individuelle, qui sera mise en ligne sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône : <http://www.bouches-du-rhone.pref.gouv.fr>

ARTICLE 9

La personne responsable du projet est Monsieur Hervé DADDI – Directeur Général de la société SRI tél : 04.42.77.71.01.

ARTICLE 10

- le Secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- le Sous-préfet d'Istres,
- le Maire de Rognac,
- le Maire de Berre l'Etang,
- la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- le Directeur Départemental de la Protection des Populations,
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
et le commissaire enquêteur,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 5 MARS 2015

Pour le Préfet
Le secrétaire Général



Louis LAUGIER

PIECE N°9

Insertions dans la presse quotidienne locale

ANNONCES OFFICIELLES

HABILITE A PUBLIER PAR ARRETE DE MONSIEUR LE PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

MARSEILLE	AIX	ARLES	AUBAGNE	LA CIOTAT	MARTIGUES
tél. 04.91.57.75.00 fax: 04.91.57.75.25	tél. 04.42.21.94.16 fax: 04.42.21.96.66	tél. 04.90.96.07.11 fax: 04.90.93.45.78	tél. 04.42.70.16.87 fax: 04.42.70.38.55	tél. 04.42.08.21.79 fax: 04.42.08.39.43	tél. 04.42.41.30.60 fax: 04.42.41.30.73

0338599



AVIS RECTIFICATIF OU D'ANNULATION

SECTION I : POUVOIR ADJUDICATEUR

I.1) Nom, adresses et point(s) de contact : Conseil Général des Bouches-du-Rhône, Contact : Direction des Transports et des Ports, à l'attention de M. Le Président, 52 avenue de Saint-Just, F - 13256 Marseille cedex 20

Adresse(s) internet :

Adresse générale du pouvoir d'adjudicateur :

<https://marches.cg13.fr>

Soumission des offres et des demandes de participation par voie électronique : <https://marches.cg13.fr>

I.2) Type organisme acheteur : Pouvoir adjudicateur.

SECTION II : OBJET DU MARCHE

II.1) Description

II.1.1) Intitulé attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : Transport d'élèves et d'étudiants handicapés entre leur domicile situé dans les Bouches du Rhône (hors Marseille) et l'établissement d'enseignement fréquenté - H 911 - Arles

II.1.2) Description succincte du marché ou de l'acquisition / des acquisitions : Transport d'élèves et d'étudiants handicapés entre leur domicile situé dans les Bouches-du-Rhône (hors Marseille) et l'établissement d'enseignement fréquenté - H 911 - Arles

II.1.3) Classification CPV (Vocabulaire Commun pour les marchés publics) : 60130000

SECTION IV : PROCEDURE

IV.1) Type de procédure

IV.1.1) Type de procédure : Ouverte

IV.2) Renseignements d'ordre administratif

IV.2.1) Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : E4DTPSTSH911-AAPC

IV.2.3) Avis auquel se réfère la présente publication : Numéro de l'avis au J.O 2015/S020-032485 du 29 janvier 2015

IV.2.4) Date d'envoi de l'avis original

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

VI.1) L'avis implique : Rectification.

VI.2) Informations sur les procédures de passation incomplètes

VI.3) Informations à rectifier ou à ajouter : Modification des informations originales fournies par le pouvoir adjudicateur. Dans l'avis original. Dans le dossier d'appel d'offres correspondant.

VI.3.3) Texte à rectifier dans l'avis original

VI.3.4) Texte à rectifier dans l'avis original

Endroit où se trouve le texte à rectifier : "Date de remise des candidatures"

Au lieu de : 12 mars 2015 à 12 h 00

Lire : 19 mars 2015 à 12 h 00

VI.3.5) Adresse et point de contact à rectifier

VI.3.6) Texte à ajouter dans l'avis original

VI.4) Autres informations complémentaires

Date d'envoi du présent avis au JOUE et au BOAMP : 12 mars 2015

Référence de l'avis initial paru au B.O.A.M.P. :

parution numéro : 019 B, annonce n°165 du 28 janvier 2015

VI.5) Date d'envoi du présent avis : 12 mars 2015

0338600



AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Avis publié à titre complémentaire

Extrait de l'avis intégral publié au BOAMP et au JOUE N° 15-37637

Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole

Les Docks, atrium 10.7 - 1er étage 10, Place de la Joliette - B.P. 48014

13567 Marseille Cedex 02

Objet du marché : Nettoyement, collecte et traitement des déchets du M.I.N. de Saumaty (13016 Marseille)

Appel d'offres ouvert

Type de marché : Services

Durée du marché : 12 mois

Il sera renouvelable 3 fois un an par tacite reconduction sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.

Estimation du marché par l'administration : 268 972,81 € HT

Le marché est passé sans montant minimum et pour un montant maximum annuel de 300 000 euros HT.

Critères : Prix 60 %, Valeur technique 40 %

Date limite de réception des offres : 24 avril 2015 à 16h30

Les informations complémentaires, le cahier des charges et les documents complémentaires peuvent être obtenues auprès de la

Direction Générale des Services

Les Docks - 10, place de la Joliette - B.P. 48014

13567 Marseille Cedex 02.

Tél. (+33) 4 91 99 73 66 - Fax (+33) 4 91 99 99 13

et sur <http://marchespublics.marseille-provence.com>.

N° de l'avis : 2015-046-PF

Date d'envoi de l'avis au BOAMP : 12 mars 2015

TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL

MODIFICATION ADJONCTION D'OBJET SOCIAL

DENOMINATION : LA TABLE A DUDULE

Société par actions simplifiée au capital de 2000 Euros

SIÈGE : 1 chemin des Oliviers 13180 GIGNAC LA NERTHE

OBJET : Traiteur, organisateur de buffets, événementiel, location de matériel.

Siren : 792019119 RCS : Aix en Provence

Aux termes d'une délibération de l'AGE en date du 23 Juillet 2014, il a été

décidé de transférer le siège social du 1 chemin des Oliviers 13180 GIGNAC

LA NERTHE au Quai du Fret 29160 CROZON à compter du 23 juillet 2014

ainsi que l'extension de l'objet social aux activités d'Alimentation générale

et restauration et de modifier en conséquence les articles 2 et 4 des statuts.

La Société sera désormais immatriculée au Greffe du Tribunal de Commerce

de QUIMPER.

0338601



AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Avis publié à titre complémentaire

Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole

Les Docks, atrium 10.7 - 1er étage

10, Place de la Joliette - B.P. 48014

13567 Marseille Cedex 02.

Objet : Mission de Coordination Sécurité et Protection de la santé

pour la mise en accessibilité aux PMR de la station de métro sainte

Marguerite Dromel

Procédure adaptée

Date limite de remise des offres : le 07/04/2015 à 16h30.

Renseignements administratifs et techniques :

Direction Métro-Tramway

Indiquer l'adresse : Les Docks, Atrium 10.6 - 2^{ème} étage - 10, Place

de la Joliette - BP 48014

13567 Marseille Cedex 02

Téléphone : 04 91 99 99 88 - Fax : 04 91 99 99 11

L'avis intégral est disponible sur le site Internet : <http://marchespublics.marseille-provence.com>

N° de l'avis : 2015-DMET-001-PA

0332035



AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE EN VUE DU DECLASSSEMENT DU VOLUME N°1 SIS AU-DESSUS DU BASSIN DE RETENTION OUEST DE LA BASTIDE BLANCHE A VITROLLES

du 1er Avril 2015 au 17 Avril 2015 inclus pendant 17 jours

Cette enquête publique permettra de faire approuver par le

Conseil Municipal le déclassement du volume n°1 sis au-dessus

du bassin de rétention Ouest de la Bastide Blanche à Vitrolles.

Par arrêté municipal n° 15-23 en date du 4 Mars 2015, Monsieur le

Maire a prescrit l'ouverture d'une enquête publique en vue du dé-

classement du volume n°1 sis au-dessus du bassin de rétention Ouest

de la Bastide Blanche à Vitrolles.

Monsieur Pierre-Noël BELLANDI, Chargé de mission DIREN, Expert

près de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence et du Tribunal Administratif

de Marseille, a été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur ti-

tulaire par

Monsieur le Commissaire Enquêteur recevra en Mairie de Vitrolles,

Direction Générale Adjointe de la Vie Citoyenne et Développement

Urbain, Bâtiment l'Azuréen, Arcade des Citeaux 1er étage (salle de

réunion) les jours suivants :

Le Mercredi 1er Avril 2015 de 9 h à 12 h

Le Vendredi 17 Avril 2015 de 14 h à 17 h

Le dossier d'enquête publique déposé est consultable à la Mairie de

Vitrolles, Direction Générale Adjointe de la Vie Citoyenne et

Développement Urbain, Bâtiment l'Azuréen, Arcade des Citeaux 1er

étage, du 30 Mars 2015 au 13 Avril 2015 inclus, du lundi au vendredi

de 9 h 00 à 11 h 45 et de 14 h 00 à 16 h 45, est composé :

• Arrêté n° 15-23 du 4 Mars 2015

• Registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé de 1 à

11 par Nathalie BUSVEL-SIRBEN Adjointe au Maire délégué à

l'Urbanisme Réglementaire et au Droit des Sols

• Notice explicative

• Dossier technique

• Etude hydraulique

• Extrait cadastral

• Plan de situation

Chacun pourra consigner, éventuellement, ses observations sur le

registre d'enquête aux heures d'ouverture mentionnées ci-dessus ou

les adresser par écrit à l'adresse suivante :

Mairie de Vitrolles - DGA de la Vie Citoyenne

et Développement Urbain

A l'attention de Monsieur le Commissaire enquêteur

Enquête publique sur le projet du déclassement du volume n°1 sis

au-dessus du bassin de rétention Ouest

de la Bastide Blanche à Vitrolles.

Bâtiment l'Azuréen - Arcade des Citeaux

Boîte Postale 30102

13743 VITROLLES CEDEX

Pendant la durée de l'enquête, toutes informations relatives à l'en-

quête publique peuvent être sollicitées auprès de la Directrice

Générale Adjointe de la Vie Citoyenne et Développement Urbain, du

lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00 ou par

téléphone au 04.42.77.90.18 aux mêmes horaires.

Retrouvez sur www.lamarseillaise-legalannonces.com
toutes les annonces légales, judiciaires, marchés publics
et privés des régions PACA et Languedoc

0338682

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

la Société de Récupération Industrielle (S.R.I.) à Rognac

En exécution de l'arrêté préfectoral en date du 5 mars 2015, il sera

procédé, sur le territoire des communes de Rognac et Berre l'Etang,

à une enquête publique portant sur la demande présentée par la

Société de Récupération Industrielle (S.R.I.), dont le siège social

se situe ZI Les Florides - Route Lino Ventura - RN368 - 13700

Marignane, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation

de stockage, dépollution, démontage et découpage de véhicules hors

d'usage (VHU), ainsi qu'une installation de transit, regroupement ou

tri de déchets dangereux (batteries), situées Zone Industrielle Nord -

Montée des Pins - 13340 Rognac.

Le projet de la société S.R.I. consiste à exploiter une installation de

stockage, dépollution, démontage et découpage de VHU, ainsi qu'une

installation de transit, regroupement et tri de métaux, déchets de mé-

taux et de déchets dangereux, afin de répondre à une forte demande

du marché local pour le recyclage et la valorisation des déchets.

Ce dossier contient une étude d'impact et le public peut consulter un

résumé non technique de cette dernière sur le site Internet de la

Préfecture des Bouches-du-Rhône. [http://www.bouches-du-rhone](http://www.bouches-du-rhone.pref.gouv.fr)

ne.pref.gouv.fr

Ce dossier a fait l'objet d'un avis de l'Autorité Environnementale en

date du 12 février 2015 qui est consultable à cette même adresse et

joint au dossier d'enquête publique.

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête, toute person-

ne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier

d'enquête publique auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône Place

Félix Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06 à la Direction des

Collectivités Locales de l'Utilité Publique et de l'Environnement (DCLU-

PE), Bureau des Installations et des Travaux Réglementés pour la

Protection des Milieux (BITRPM).

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur :

Monsieur Jean-François MAILLOL,

Ingénieur en génie chimique,

Responsable société d'ingénierie

Est désigné comme commissaire suppléant :

Monsieur Claude TAXY,

Gérant de la société Filtration - Etudes Conseils

Le commissaire enquêteur suppléant remplacera le titulaire en cas

d'empêchement de ce dernier et exercera alors ses fonctions jusqu'au

terme de la procédure.

Les pièces du dossier ainsi que des registres d'enquête à feuillets non

mobiles cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, resteront

déposés en Mairies de Rognac et Berre l'Etang pendant 35 jours du

mardi 07 avril 2015 au lundi 11 mai 2015 inclus, afin que chacun

puisse en prendre connaissance pendant les jours ouvrables, aux

heures d'ouverture des bureaux précisés ci-après et consigner sur ces

registres ses observations, propositions, et contre-propositions.

Ces observations, propositions, et contre-propositions pourront être

également adressées par correspondance, au commissaire enquêteur

à la mairie de Rognac, siège de l'enquête et seront tenues à la dis-

position du public auprès de la mairie de Rognac dans les meilleurs

délais.

Les observations du public seront consultables et communicables aux

frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de

l'enquête, auprès des mairies concernées.

Monsieur Jean-François MAILLOL recevra personnellement les ob-

servations des intéressés en :

• Mairie de Rognac, 21 avenue Charles de Gaulle BP 10062 - 13655

Rognac Cedex

- le mardi 07 avril 2015 de 9h 00 à 12h 00

- le mardi 14 avril 2015 de 9h 00 à 12h 00

- le mardi 21 avril 2015 de 13h 30 à 16h 00

- le mercredi 06 mai 2015 de 9h 00 à 12h 00

- le lundi 11 mai 2015 de 13h 30 à 16h 00

• Annexe de la Mairie de Berre l'Etang, Centre Administratif,

Direction de l'Urbanisme et du Développement (4^e étage), Place

du Souvenir Français - 13130 Berre

TRANSFERT DE SIEGE

ENTREPRISE INDIVIDUELLE SHEKINA
RESEAU SRS
Siège Social : 71 Chemin de Saint-Antoine
A St. Joseph 818 Résidence la
Sylvie 13015 MARSEILLE
RCS : MARSEILLE 434 024 813 00029
Représenté par M. BONGWELE Simon
agissant en qualité de dirigeant, il a été
décidé de transférer le siège social
Nouvelle adresse du siège :
10 Rue de la République 13001 MAR-
SEILLE
A compter du 14 mars 2015
Modifications seront faites au greffe de
MARSEILLE

AvTen AVOCATS ASSOCIÉS

C3G INVESTISSEMENTS

Société par actions simplifiée
au capital de 600.000 euros
Siège : 43, avenue Jules Ferry
13260 Cassis
501 595 689 R.C.S. MARSEILLE

Le 12 mars 2015, la société Groupe B2F,
associé unique, a décidé la dissolution
sans liquidation de la société dans les
conditions de l'article 1844-5 du Code
de Commerce, les associés peuvent former
opposition devant le tribunal de com-
merce de MARSEILLE dans les condi-
tions légales.

Pour avis

ANNONCES LEGALES

PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES,
DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS ET DES TRAVAUX REGLEMENTES
POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

la Société de Récupération Industrielle (S.R.I.) à Rognac

En exécution de l'arrêté préfectoral en date du 5 mars 2015, il sera procédé, sur
le territoire des communes de Rognac et Berre l'Étang, à une enquête publique por-
tant sur la demande présentée par la Société de Récupération Industrielle (S.R.I.),
dont le siège social se situe 21 Les Florides - Route Line Ventura - RM368 - 13700
Marignane, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de stockage
dépollution, démontage et découpage de véhicules hors d'usage (VHU), ainsi
qu'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (batteries),
situées Zone Industrielle Nord - Montée des Pins - 13340 Rognac.

Le projet de la société S.R.I. consiste à exploiter une installation de stockage,
dépollution, démontage et découpage de VHU, ainsi qu'une installation de transit,
regroupement et tri de métaux, déchets de métaux et de déchets dangereux, afin
de répondre à une forte demande du marché local pour le recyclage et la valorisa-
tion des déchets.

Ce dossier contient une étude d'impact et le public peut consulter un résumé non
technique de cette dernière sur le site Internet de la Préfecture des Bouches du
Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.pref.gouv.fr>

Ce dossier a fait l'objet d'un avis de l'Autorité Environnementale en date du 12
février 2015 qui est consultable à cette même adresse et joint au dossier d'enquête
publique.

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête, toute personne peut, sur
sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique
auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône - Place Félix Baret CS 80001 13282 MAR-
SEILLE Cedex 05 à la Direction des Collectivités Locales de l'Utilité Publique et de
l'Environnement (DCLUPE), Bureau des Installations et des Travaux Réglementés
pour la Protection des Milieux (BTRPM).

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur :
Monsieur Jean-François MAILLOL,
Ingénieur en génie chimique,
Responsable société d'ingénierie
Est désigné comme commissaire suppléant :
Monsieur Claude TAXY,
Gérant de la société Filtration - Etudes Conseils.

Le commissaire enquêteur suppléant remplacera le titulaire en cas d'empêche-
ment de ce dernier et exercera alors ses fonctions jusqu'au terme de la procédure.

Les pièces du dossier ainsi que des registres d'enquête à feuillet non mobiles
cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, resteront déposés en Mairies de
Rognac et Berre l'Étang pendant 35 jours du mardi 07 avril 2015 au lundi 11 mai
2015 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant les jours
ouvrables, aux heures d'ouverture des bureaux précises ci-après et consigner sur
ces registres ses observations, propositions, et contre-propositions.

Ces observations, propositions, et contre-propositions pourront être également
adressées par correspondance, au commissaire enquêteur à la mairie de Rognac,
siège de l'enquête et seront tenues à la disposition du public auprès de la mairie de
Rognac dans les meilleurs délais.

Les observations du public seront consultables et communicables aux frais de la
personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête, auprès des
mairies concernées.

Monsieur Jean-François MAILLOL recevra personnellement les observations
des intéressés en :

Mairie de Rognac, 21 avenue Charles de Gaulle BP 10062 - 13655 Rognac
Cedex
- le mardi 07 avril 2015 de 9h 00 à 12h 00
- le mardi 14 avril 2015 de 9h 00 à 12h 00
- le mardi 21 avril 2015 de 13h 30 à 16h 00
- le mercredi 06 mai 2015 de 9h 00 à 12h 00
- le lundi 11 mai 2015 de 13h 30 à 16h 00

Annexe de la Mairie de Berre l'Étang, Centre Administratif, Direction de l'Urbanisme
et du Développement (4e étage), Place du Souvenir Français - 13130 Berre
l'Étang
- le mardi 07 avril 2015 de 13h 30 à 16h 00
- le mardi 14 avril 2015 de 13h 30 à 16h 00
- le mercredi 06 mai 2015 de 13h 30 à 16h 00
- le lundi 11 mai 2015 de 9h 00 à 12h 00

Le public peut prendre connaissance des observations éventuelles en réponse
du demandeur ainsi que du rapport et des conclusions motivées du commissaire
enquêteur auprès des mairies concernées ainsi que sur le site Internet de la Pré-
fecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.pref.gouv.fr> pendant
au moins un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

2 Cet avis sera affiché quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête
publique et, également pendant toute la durée de l'enquête par les mairies concer-
nées ainsi que dans un rayon de 2 kms autour de l'établissement, et par le deman-
dant, sur les lieux prévus pour la réalisation du projet suivant les caractéristiques et
les dimensions fixées par l'arrêté ministériel en date du 24 avril 2012.

Cet avis sera également publié sur le site Internet de la préfecture à l'adresse :
<http://www.bouches-du-rhone.pref.gouv.fr>, quinze jours au moins avant l'ouverture
de l'enquête et également pendant toute sa durée.

La personne responsable du projet est Monsieur Hervé DADDI - Directeur Géné-
ral de la société SRI Tél : 04.42.77.71.01.

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation ou d'appro-
bation est le Préfet des Bouches-du-Rhône après avis du Conseil Dépar-
temental de l'Environnement, et des Risques Sanitaires et Technologiques
(CODERST). Cette décision sera prise sous la forme d'un arrêté préfectoral de
refus ou d'autorisation assorti de prescriptions en tant que décision individuelle,
qui sera mise en ligne sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône :
<http://www.bouches-du-rhone.pref.gouv.fr>

LA VIE DES SOCIÉTÉS



ETUDE DE MAÎTRES
PHILIPPE JOURDENEAUD
JEAN-JACQUES ROUVIER
NOTAIRES ASSOCIÉS
à MARSEILLE
(BOUCHES DU RHONE)
8, Rue Papère

INSERTION - CESSON DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte reçu par MAÎTRE FRANÇOIS BEAUME, NOTAIRE DE LA
SOCIÉTÉ CIVILE PROFESSIONNELLE - SERGE DUBOST, PHILIPPE JOUR-
NEAUD, JEAN-JACQUES ROUVIER, 8, RUE PAPÈRE à MARSEILLE (13001),
le 23 février 2015, enregistré à LA SIE DE MARSEILLE 5.6.EME POLE ENRE-
GISTREMENT, le 27 février 2015 bordereau n°2015029 Case n°1 Enregistrement
2 310 euros, a été cédé par :
La Société dénommée ACE INVEST, Société à responsabilité limitée au capital
de 10.000,00 €, dont le siège est à MARSEILLE 6.EME ARRONDISSEMENT
(13006), 29, rue Louis Maurel, identifiée au SIREN sous le numéro 537826620
et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MARSEILLE.

A :
La Société dénommée SANERCA, Société à responsabilité
limitée au capital de 30.000,00 €, dont le siège est à MARSEILLE
6.EME ARRONDISSEMENT (13006), 29, rue Louis Maurel,
identifiée au SIREN sous le numéro 803560366 et immatriculée au Registre du
Commerce et des Sociétés de MARSEILLE.

Un fonds de commerce de BAR SNACK exploité à MARSEILLE (13006), 29,
rue Louis Maurel, lui appartenant, connu sous le nom commercial "DAIKI", et pour
lequel le cédant est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de MAR-
SEILLE, sous le numéro 537 826 620.

Le cessionnaire est propriétaire du fonds vendu à compter du jour de la signature
de l'acte.

L'entrée en jouissance a été fixée au jour de la signature.
La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de CENT MILLE
EUROS (100.000,00 EUR), s'appliquant :
- aux éléments incorporels pour QUATRE-VINGT-CINQ MILLE EUROS
(85.000,00 EUR),
- au matériel pour QUINZE MILLE EUROS (15.000,00 EUR).

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours
de la dernière en date des insertions prévues par la loi, au siège de la Société Civile
Professionnelle - Serge DUBOST, Philippe JOURDENEAUD, Jean-Jacques ROU-
VIER, 8, Rue Papère à MARSEILLE (13001), où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion
Le notaire.

Acheteurs publics

A compter du 1^{er} janvier 2012, pour les achats de fournitures, de
services ou de travaux d'un montant supérieur à 90.000 euros HT,
le pouvoir adjudicateur ne peut refuser les réponses électroniques
sécurisées des candidats.

OPTEZ POUR

www.laprovencemarchespublics.com

La plateforme de dématérialisation
qui répond à tous vos besoins

Rens. Tél. 04.91.84.46.45

APPEL D'OFFRES



PROCEDURE ADAPTEE

13 HABITAT - 80, RUE ALBE - CS 40238 - 13234 MARSEILLE CX 4
Tél : 04.91.12.72.68

OBJET : ENTRETIEN PREVENTIF, FOURNITURE DE PIÈCES DÉTACHÉES
ET CONSOMMABLES POUR CERTAINS MATÉRIELS DE L'IMPRIMERIE DE
13 HABITAT (affaire n° 15S0020)
Voir avis adressé sur Marché online (13).

DOSSIER DE CONSULTATION TÉLÉCHARGEABLE SUR LE SITE :
www.achatpublic.com

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : 27 Mars 2015 - 12 H 00



AVIS DE CONSULTATION

PROCÉDURE OUVERTE

MAÎTRE D'OUVRAGE : S. A. LOGIREM - 111 boulevard National - 13003
MARSEILLE

OBJET DU MARCHÉ : Terra Lumina - Allée des pêcheurs - 13015 MAR-
SEILLE - Construction de 25 logements - Relance du lot 01 : terrassements
- Gros-œuvre - Charpente - VRD

MODE DE PASSATION DES MARCHÉS : Procédure adaptée conformément
à l'article 10 du décret 2005-1742 du 30 décembre 2005.

FORME DU MARCHÉ : Marché à prix global, forfaitaire, ferme et actualisable.

Les variantes ne sont pas autorisées.

LA PRÉSENTE CONSULTATION CONCERNE UNIQUEMENT LA RELANCE
DU LOT 01 : terrassements - Gros-œuvre - Charpente - VRD, suite à la
défaillance de l'entreprise ACTIBAT PROVENCE

L'opération n'est pas allotie et fait donc l'objet d'un marché unique.

L'exécution du marché comporte une clause d'insertion par l'activité écono-
mique obligatoire.

Un avis de publicité complet est disponible sur le Journal Officiel de l'Union
Européenne

(JOUE) n° JO JS 050 en date du 12/03/15 - annonce n° 85498-2015 - année-
FR :

<http://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:352019-2012:TEXT:FR:HTML>

COMMUNICATION DES PIÈCES DU DOSSIER :

Le dossier est à télécharger sur le site www.marches-securises.fr (inscription
gratuite)

Dans le cas où un candidat rencontrerait des difficultés lors du téléchargement,
il pourra contacter l'ASSISTANCE HOTLINE du site au 0825 745 746.

La marche à suivre pour présenter une candidature et offre est indiquée dans
le règlement de consultation.

DURÉE DU MARCHÉ : 15 mois (dont 1 mois de période de préparation).

DATE PRÉVISIONNELLE DE COMMENCEMENT DU MARCHÉ : juin 2015

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : le 08 AVRIL 2015 à 16 h 00, délai
de rigueur

RENSEIGNEMENTS :

Pour la partie technique : Christophe BARRAULT - Tél : 06.17.26.32.14

Pour la partie administrative : Christèle PAYERE - Assistante LOGIREM -

Tél : 04.91.28.01.06 - dmo.cn@logirem.fr

La Provence

UNE ÉQUIPE SPÉCIALISÉE À VOTRE ÉCOUTE

Réactivité
Souplesse dans les délais de parutions
Devis et conseils personnalisés



VIE DES SOCIÉTÉS

T. 04 91 84 80 19

avis@laprovence-legales.com



La Provence, journal habilité par le préfet du département

PIECE N°10

Avis et arrêté d'enquêtes publiques : certificats d'affichages villes de Rognac et Berre l'Etang.



Ville de ROGNAC
LE FUTUR EN MARCHÉ


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département des Bouches-du-Rhône - Arrondissement d'Istres

Rognac, le 15 AVR. 2015

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Le Maire de la Commune de ROGNAC certifie et atteste que l'avis d'enquête publique relative à la demande présentée par la Société de Récupération Industrielle (SRI) en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de stockage, dépollution, démontage et découpage de véhicules hors d'usage (VHU) ainsi qu'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (batteries) située Zone Industrielle Rognac Nord, montée des Pins à Rognac 13340, a été affiché le 18 mars 2015, à la porte principale de l'Hôtel de Ville et du Centre Technique Municipal.

Le Maire,


Jean-Pierre de LAUME
(B-du-Rh)

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Hôtel de Ville - 21, avenue Charles de Gaulle - BP 10062 - 13655 Rognac Cedex - Tél. 04 42 87 76 00 - Fax 04 42 87 76 26

03 AVR. 2015



BERRE L'ETANG
L'AVENIR A COEUR

Berre l'Etang, le 30 mars 2015

Monsieur le Maire de Berre l'Etang

à

Préfecture des Bouches-du-Rhône
Direction des collectivités locales
de l'utilité publique et de l'environnement
Bureau des Installations et Travaux
Réglementés pour la protection des milieux
Place Félix Baret
CS 80001
13282 MARSEILLE Cedex 06

A l'attention de Madame MEZIANI

Dossier suivi par Frédéric GOMEZ
☎ 04.42.74.94.55 – f.gomez@berre-l-etang.fr

Objet : Certificat d'affichage d'un avis d'ouverture d'enquête publique
Vos réf. : Dossier n° 2014-372 A
Nos réf. : SA/ND/FG
N° 15/0431

CERTIFICAT D'AFFICHAGE


Le Maire de Berre l'Etang, soussigné, certifie avoir fait procéder à l'affichage en Mairie, ainsi que dans des services recevant du public et sur des panneaux d'affichage de :

l'avis d'enquête publique, en exécution de l'arrêté préfectoral du 5 mars 2015, portant ouverture d'une enquête publique sur la demande présentée par la Société de Récupération Industrielle (S.R.I.), en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de stockage, dépollution, démontage et découpage de véhicules hors d'usage (VHU), ainsi qu'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (batteries), à Rognac 13340.

Cet affichage a été réalisé le 18 mars 2015 et sera maintenu jusqu'au 11 mai 2015 inclus.

Fait à Berre l'Etang, le trente mars deux mille quinze.

Par délégation du Maire,
L'Adjoint au Maire



M. MARTINET

PIECE N°11

Affichage à l'initiative de la Société SRI.

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE



S.R.I. S.A.S.

Société de Récupération Industrielle

Achat - Vente

Recyclage fer et métaux

Démolition V.H.U.

Placement de bennes

Société de Récupération Industrielle

Demande d'Autorisation d'exploiter une installation de stockage, dépollution, démontage et découpage de véhicules hors d'usage (VHU), ainsi qu'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (batteries)

Zone Industrielle Nord – Montée des Pins
13 340 ROGNAC

Le dossier et le registre d'enquête seront déposés en Mairies de **Rognac** et **Berre l'Etang**

du mardi 07 avril 2015 au lundi 11 mai 2015 inclus pendant les jours ouvrables.

Le Commissaire recevra personnellement les observations des intéressés en mairie de :

Rognac

(Hôtel de Ville, 21 avenue Charles de Gaulle
BP 10062 – 13655 ROGNAC Cedex)

Le mardi 07 avril 2015 de 9h à 12h

Le mardi 14 avril 2015 de 9h à 12h

Le mardi 21 avril 2015 de 13h30 à 16h

Le mercredi 6 mai 2015 de 9h à 12h

Le lundi 11 mai 2015 de 13h30 à 16h

Berre l'Etang

(Annexe de la Mairie, Centre Administratif, Direction de l'Urbanisme et du Développement
4° Etage, Place du souvenir français – 13130 Berre l'Etang)

Le mardi 07 avril 2015 de 13h30 à 16h

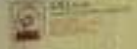
Le mardi 14 avril 2015 de 13h30 à 16h

Le mercredi 6 mai 2015 de 13h30 à 16h

Le lundi 11 mai 2015 de 9h à 12h



AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE



Le Maire de la commune de ...

Le Maire de la commune de ...

Le Maire de la commune de ...

Le Maire de la commune de ...

Le Maire de la commune de ...



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE



SRI s.r.l.
Société de Régulation Industrielle

Société de Régulation Industrielle

Projet d'installation d'un système de traitement des effluents industriels et de production d'énergie à partir de déchets industriels liquides (DIL) et de déchets solides (DS) dans la zone industrielle de Saint-Denis.

Date d'installation : 2010

Le projet est soumis à l'avis public et à l'avis des riverains et des habitants de Saint-Denis.

Le projet est soumis à l'avis public et à l'avis des riverains et des habitants de Saint-Denis.

Le projet est soumis à l'avis public et à l'avis des riverains et des habitants de Saint-Denis.

Adresse :

Projet de 1000 m² de surface de traitement
BP 1000 - 93000 Saint-Denis

Le projet est soumis à l'avis public et à l'avis des riverains et des habitants de Saint-Denis.

Le projet est soumis à l'avis public et à l'avis des riverains et des habitants de Saint-Denis.

Le projet est soumis à l'avis public et à l'avis des riverains et des habitants de Saint-Denis.

Le projet est soumis à l'avis public et à l'avis des riverains et des habitants de Saint-Denis.

Le projet est soumis à l'avis public et à l'avis des riverains et des habitants de Saint-Denis.

Site Web :

Site Web de la Société de Régulation Industrielle (SRI) : www.sri-srl.com
Site Web de la Société de Régulation Industrielle (SRI) : www.sri-srl.com

Le projet est soumis à l'avis public et à l'avis des riverains et des habitants de Saint-Denis.

Le projet est soumis à l'avis public et à l'avis des riverains et des habitants de Saint-Denis.

Le projet est soumis à l'avis public et à l'avis des riverains et des habitants de Saint-Denis.

Le projet est soumis à l'avis public et à l'avis des riverains et des habitants de Saint-Denis.

PIECE N°12

Procès-verbal de synthèse des observations

PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE

**Enquête publique sur la demande présentée par la Société de
Récupération industrielle (S.R.I.) en vue d'obtenir l'autorisation
d'exploiter une installation de stockage, dépollution, démontage et
découpage de véhicules hors d'usage (V.H.U.), ainsi qu'une installation
de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (batteries) à
Rognac 13340
(du mardi 7 avril au lundi 11 mai 2015 inclus)**

PV de synthèse des registres et observations

- Arrêté préfectoral n°2014-372A du 5 mars 2015
- Décision n°E15000016/13 du 28 février 2015 du Tribunal administratif de Marseille

**Commissaire enquêteur titulaire : M. Jean-François MAILLOL
Commissaire enquêteur suppléant : M. Claude TAXY**

(Handwritten initials)

SOMMAIRE

1. CLOTURE DE L'ENQUETE.....	3
2. OBSERVATIONS	3
3. SUIVI.....	6



1. CLOTURE DE L'ENQUETE

Les registres ont été clos par le Commissaire Enquêteur le 11 mai 2015 en la mairie de Rognac et en la Mairie de Berre l'Etang.

Aucun document n'a été adressé au Commissaire Enquêteur pendant la durée de l'enquête.


Les mairies de Rognac et de Berre l'Etang n'ont reçu aucune visite et les registres sont sans remarque.

2. OBSERVATIONS

Les diverses autorités ayant analysé le dossier de Demande d'Autorisation d'Exploitation établi par SRI ont fait quelques observations.

Par ailleurs, lors d'un entretien entre Madame Clisson, Elue Déléguée à l'Environnement et au Développement Durable à la mairie de Rognac et le Commissaire Enquêteur, il est apparu nécessaire de demander à SRI certaines précisions concernant le projet.

L'ensemble de ces observations et précisions sont compilées sous forme de questions dans le tableau ci-après.



Question / Commentaire	Origine	Réponse SRI
La zone d'implantation du projet est soumise à l'Arrêté Préfectoral 329-2008A établissant une Servitude d'Utilité Publique. Avez-vous pris en compte cet Arrêté ?	Commentaire DDTM	
Le rejet des eaux de ruissellement doit faire l'objet d'une autorisation de la commune de Rognac assortie d'une convention de rejet. En avez-vous fait la demande ?	Commentaire DDTM	
En cas d'incendie les eaux sont stockées dans le bassin. Celui-ci devra être équipé d'une vanne de fermeture de type martelière afin d'éviter toute pollution du milieu récepteur. Avez-vous prévu ce dispositif ?	Commentaire DDTM	
Un dispositif anti-retour d'eau doit être installé afin de protéger le réseau d'eau publique. Ce dispositif est-il prévu / installé ?	Commentaire ARS	
<p>L'étude sanitaire incluse dans le dossier de DAE ne mentionne pas les nouveaux textes réglementaires en vigueur à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation, - Le guide INERIS (2013) : Evaluation de l'état des milieux et risques sanitaires – démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées. <p>Pouvez-vous vérifier que ces textes ne génèrent pas de contraintes ou obligations supplémentaires ?</p>	Commentaire ARS	

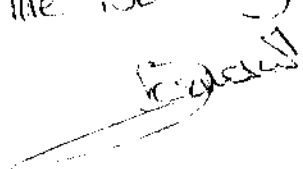
<p>Il apparaît que SRI s'est engagé à mettre en œuvre les dispositions complémentaires recommandées par le SDIS :</p> <p>Prise ne compte du risque de feu de forêt par la mise en place d'un système d'aspersion le long de la clôture,</p> <p>La mise en place d'une réserve d'eau incendie permettant de fournir le débit requis de 120 m3/h pendant 2 heures.</p> <p>Pouvez-vous confirmer cet engagement ?</p>	<p>Commentaire DREAL</p>	
<p>L'étude foudre conclut à la nécessité d'installer des parafoudres sur le coffret d'alimentation électrique de l'auvent de traitement des VHU.</p> <p>Ces dispositifs sont-ils prévus ?</p>	<p>Commentaire CE</p>	
<p>Un accord a été conclu entre SRI et Lyondell Basell pour que cette dernière intervienne en cas de résurgence d'eaux chargées d'hydrocarbures sur le site. Pouvez-vous produire une copie de cet accord ?</p>	<p>Commentaires CE</p>	
<p>Pouvez-vous préciser quelles sont les destinations des déchets après traitement / tri : local / national / international ?</p>	<p>Commentaire Municipalité Rognac</p>	
<p>Quelle est la provenance des VHU : local / national / international ?</p>	<p>Commentaire Municipalité Rognac</p>	
<p>Peut-il y avoir des entrées de batteries ou de fluides hors VHU ?</p>	<p>Commentaire Municipalité Rognac</p>	
<p>La garantie financière a-t'elle été souscrite et pour quel montant ?</p>	<p>Commentaire Municipalité Rognac</p>	

3. SUIVI


Le présent PV de synthèse des registres et observations est remis en main propre à SRI en son site de Rognac le 18 mai 2015.

Fait le 18 mai 2015

Pour SRI

Mlle BERNARD Marieke


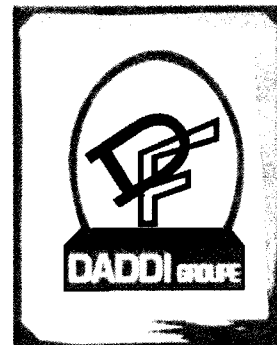
Le Commissaire Enquêteur

Jean-François MAILLOL


PIECE N° 13

Réponses de SRI.

- Récupération, achat-vente
Fers & Metaux
- Démantèlement industriel
- Traitement des VHU & DEEE
- Transports et placements de bennes



S.A.S. au capital de 1.000.000 €
Siège social : Z.I. LES FLORIDES
Route Lino Ventura-RN 368-13700 MARIGNANE
Tel : 04 42 77 11 11 - Fax : 04 42 77 00 61

M. Jean-François MAILLOL

849 rue Pierre Loti

13 320 BOUC BEL AIR

Marignane, le 20 mai 2015

Objet : Réponse au PV de synthèse des registres et observations

Ref : Enquête publique sur la demande présentée par la Société de Récupération industrielle (S.R.I.) en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de stockage, dépollution, démontage et découpage de véhicules hors d'usage (V.H.U.), ainsi qu'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (batteries) à Rognac 13340 (du mardi 7 avril au lundi 11 mai 2015 inclus)

P.J. : Courrier envoyé à la DDTM – Courriers de LYONDELL

Monsieur,

Suite à la réunion du 18 mai 2015, nous souhaitons par ce courrier répondre aux questions et observations dont vous nous avez fait part.

Question / Commentaire	Origine	Réponse DADDI SRI
La zone d'implantation du projet est soumise à l'Arrêté Préfectoral 329-2008A établissant une Servitude d'Utilité Publique. Avez-vous pris en compte cet Arrêté ?	Commentaire DDTM	Oui nous avons pris en compte cette servitude et nous n'avons pas constaté d'impact sur notre demande d'autorisation
Le rejet des eaux de ruissellement doit faire l'objet d'une autorisation de la commune de Rognac assortie d'une convention de rejet. En avez-vous fait la demande ?	Commentaire DDTM	Nous allons en faire la demande et régulariser cela. Copie du courrier en Annexe

Question / Commentaire	Origine	Réponse DADDI SRI
<p>En cas d'incendie les eaux sont stockées dans le bassin. Celui –ci devra être équipé d'une vanne de fermeture de type martelière afin d'éviter toute pollution du milieu récepteur. Avez-vous prévu ce dispositif ?</p>	<p>Commentaire DDTM</p>	<p>Notre Installation fonctionne avec une pompe de relevage pour l'évacuation des eaux collectées sur notre site.</p> <p>Nous n'avons pas d'évacuation d'eau par écoulement naturel pour l'évacuation dans le fossé, nous utilisons une pompe de relevage .En cas d'incendie nous arrêtons la pompe de relevage.</p>
<p>Un dispositif anti-retour d'eau doit être installé afin de protéger le réseau d'eau publique. Ce dispositif est-il prévu / installé ?</p>	<p>Commentaire ARS</p>	<p>Nous n'avons pas de procédé utilisant l'eau publique, pas de risque de pollution du réseau d'eau publique.</p> <p>Un clapet anti retour après notre compteur d'eau est également présent.</p>
<p>L'étude sanitaire incluse dans le dossier de DAE ne mentionne pas les nouveaux textes réglementaires en vigueur à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation, - Le guide INERIS (2013) : Evaluation de l'état des milieux et risques sanitaires – démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées. <p>Pouvez-vous vérifier que ces textes ne génèrent pas de contraintes ou obligations supplémentaires ?</p>	<p>Commentaire ARS</p>	<p>Nous avons pris en compte la circulaire et le guide lors de la réalisation de notre dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Ces éléments n'ont pas apportés plus d'information pour notre dossier, et ne nous a pas imposé de contraintes supplémentaires.</p>
<p>Il apparaît que SRI s'est engagé à mettre en œuvre les dispositions complémentaires recommandées par le SDIS :</p> <p>Prise en compte du risque de feu de forêt par la mise en place d'un système d'aspersion le long de la clôture,</p> <p>La mise en place d'une réserve d'eau incendie permettant de fournir le débit requis de 120 m3/h pendant 2 heures.</p> <p>Pouvez-vous confirmer cet engagement ?</p>	<p>Commentaire DREAL</p>	<p>Oui nous vous confirmons cet engagement</p>

Question / Commentaire	Origine	Réponse DADDI SRI
L'étude foudre conclut à la nécessité d'installer des parafoudres sur le coffret d'alimentation électrique de l'auvent de traitement des VHU. Ces dispositifs sont-ils prévus ?	Commentaire CE	Oui comme dans l'étude foudre
Un accord a été conclu entre SRI et Lyondell Basell pour que cette dernière intervienne en cas de résurgence d'eaux chargées d'hydrocarbures sur le site. Pouvez-vous produire une copie de cet accord ?	Commentaires CE	Voir courrier reçu de LYONDELL BASELL indiquant l'accord conclu entre nos sociétés (DALOREC – DADDI SRI).
Pouvez-vous préciser quelles sont les destinations des déchets après traitement / tri : local / national / international ?	Commentaire Municipalité Rognac	Nous sommes dans une démarche de traitement de nos déchets localement et économiquement viable. Notre société n'a pas pour vocation de capter des matières extérieures au département ni au pays.
Quelle est la provenance des VHU : local / national / international ?	Commentaire Municipalité Rognac	Nous souhaitons répondre à une demande locale pour la prise en charge des VHU. Notre société n'a pas pour vocation de drainer des matières extérieures au département ni au pays.
Peut-il y avoir des entrées de batteries ou de fluides hors VHU ?	Commentaire Municipalité Rognac	Nous pouvons accepter les batteries, indépendamment des VHU mais nous ne traitons pas de déchets liquides autres que ceux issus de la dépollution de notre activité.
La garantie financière a-t-elle été souscrite et pour quel montant ?	Commentaire Municipalité Rognac	Notre proposition de calcul du montant des garanties financières pour notre activité est de 46 793€83, nous sommes en dessous du seuil (75 000€) de constitutions des garanties financières

Nous tenant à votre disposition pour de plus amples renseignements, et vous en souhaitant bonne réception.

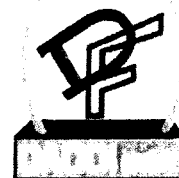
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sincères salutations

Le Directeur Général

Mr DADDI Hervé

DADDI-SRI

Nous recyclons pour votre avenir



S.A.S. au capital de 1.000.000 €
Siège social : Z.I. LES FLORIDES
Route Lino Ventura - RN 368 - 13703 MARIGNANE
Fax : 04 42 77 00 61

**La Direction Départementale des Territoires et de
la Mer (DDTM)**

16, rue Antoine Zattara

13332 Marseille Cedex 3

Marignane, le 15 mai 2015

AR JA 107 833 9397 L

Objet : Demande d'autorisation de rejet dans le milieu superficiel

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation de rejeter, les effluents traités de notre dispositif d'assainissement situé Montée des Pins à Rognac (13340) et cadastré aux numéros de parcelles 18, 19 et 20 de la section BY de la commune de Rognac dans le Fossé de la route départementale N°D20F.

Le sol de notre parcelle étant inapte à l'infiltration, nous installons, comme le prévoit notre arrêté préfectoral ICPE numéro 2014 D 83 et l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

Cette technique nécessite un exutoire. Le seul possible à notre disposition est celui indiqué ci-dessus.

Le rejet des effluents traités dans le milieu hydraulique superficiel sera conforme aux normes définies par l'arrêté cité ci-dessus, à savoir : $DBO_5 \leq 35 \text{ mg/L}$ – $MES \leq 30 \text{ mg/L}$ et aux prescriptions de notre arrêté préfectoral numéro 2014 D 83.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sincères salutations.

Le Directeur Général

Mr DADDI Hervé

ICPE - Installation classée pour la protection de l'environnement

Siret 333 747 475 00031 - APE 3832 Z - RC 85 B 604 - N° TVA : FR 95 333 747 475 - Agrément VHU N° PR1300018 D/B
Chantier agréé par la préfecture des Bouches-du-Rhône N° A4-2011A du 17/07/2012

info.daddi@daddi-metal.com

Service BHSEI/4 - Environnement

Tél. : +33 (0)4 42 74 41 72

Fax : +33 (0)4 42 74 65 03

Destinataire : DALOREC

route Lino Ventura
RN 368 ZI les Florides
13700 Marignane

Nos réf : HSEI/ENV/2014/066

Vos réf :

Affaire suivie par : Patrick GALZY

Berre, le 30 décembre 2014

Objet : Résurgences plateforme DALOREC – Rognac

Bonjour,

par la présente nous tenions à vous faire part des résultats d'analyses obtenus sur l'échantillon d'eau prélevé le 4 décembre dernier par notre service intervention suite à l'apparition de résurgences d'eaux souterraines nauséabondes au Nord de votre plateforme de traitement de déchets de Rognac.

Les résultats mettent en évidence la présence d'aromatiques légers, tels que benzène (0,3mg/l) et xylène (0,04mg/l), provenant très certainement d'impacts environnementaux anciens survenus au niveau du parc de stockage de produit pétrolier jouxtant votre parcelle. La présence de ces produits dans les résurgences, mêmes si ces dernières sont odorantes, n'engendrent aucun risque sanitaire pour les personnes travaillant dans le secteur. En effet, la VLEP¹ 8h (3.25 mg/m³ d'air pour le benzène), fixé par le ministère chargé du travail, n'est jamais dépassée, comme le montre les mesures d'exposition réalisées à la demande de la DREAL en 2013 sur le terrain de la source Canourgue (montée des pins à Rognac) soumis aux mêmes résurgences d'eaux souterraines.

Pour autant, comme nous vous l'avons expliqué lors de notre rencontre du 4 décembre, un dispositif de remédiation des eaux souterraines va être déployé sur le terrain de Grand Vallat (en aval hydraulique de votre parcelle) au cours du premier semestre 2015, ce qui n'empêchera en aucun cas les résurgences de se produire sur votre parcelle, c'est la structure du sol qui en est responsable, mais devrait contribuer progressivement à améliorer la qualité des eaux souterraines sur le secteur.

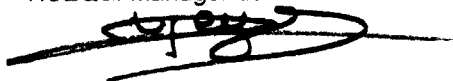
Nous profitons de l'occasion pour nous excuser à nouveau pour les désagréments occasionnés et nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire dont vous auriez besoin.

Très cordialement.

Pour Lyondell Basell Services France

Vincent REYS

HSEQ&I Manager du Pôle Pétrochimique de Berre



¹ VLEP : Valeur Limite d'Exposition Professionnelle

Service BHSEI/4 - Environnement

☎ : +33 (0)4 42 74 41 72

Fax : +33 (0)4 42 74 65 03

Destinataire : DALOREC

route Lino Ventura
RN 368 ZI les Florides
13700 Marignane

Nos réf : HSEI/ENV/2015/009

Vos réf : votre courrier du 26 janvier 2015

Affaire suivie par : Patrick GALZY

Berre, le 20 février 2015

Objet : Traitement des résurgences souterraines sur la plateforme DALOREC à Rognac

Bonjour,

En réponse à votre courrier du 26 janvier 2015, nous vous confirmons la prise en charge du pompage des hydrocarbures accumulés dans votre séparateur et des boues engendrés par les résurgences d'eaux souterraines chargées en hydrocarbures ainsi que leur traitement en centre agréé.

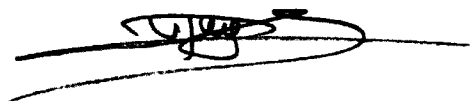
Pour ce qui est de l'organisation des interventions, je vous propose d'intervenir lorsque vous le jugerez nécessaire (environ une fois par trimestre) et sur demande de votre part auprès du service environnement du Pôle pétrochimique de Berre (mail à patrick.galzy@lyondellbasell.com, copie JeanPierre.Palustran@lyondellbasell.com).

Très cordialement.

Pour Lyondell Basell Services France

Vincent REYS

HSEQ&I Manager du Pôle Pétrochimique de Berre



PIECE N° 14

Registre d'Enquête Publique de Rognac

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

COMMUNE de Rognac

REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

relatif à la demande déposée par la Société de Récupération Industrielle (S.R.I.) en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de stockage, dépollution, démontage et découpage de véhicules hors d'usage (VHU), ainsi qu'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux à Rognac.

ENQUÊTE RELATIVE

A

La demande présentée par la Société de Récupération Industrielle (SRI) en vue d'obtenir d'Autorisation d'exploiter une installation de stockage, démontage et découpage de véhicules hors d'usage (VHU) ainsi qu'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux située zone Industrielle Nord-Montée des Pins à Rognac

En exécution de l'arrêté du 5 mars 2015 de Monsieur le Préfet

de s Bouches du Rhône, je, soussigné M. MAILLOCH Jean-François

ai ouvert, ce jour, le présent registre coté et paraphé, contenant 16 feuillets non mobiles, pour recevoir pendant une durée de

35 jours, du 7 avril 2015 au 14 mai 2015

Les 7 avril 2015 de 9 heures 00 à 12 heures 00

14 avril 2015 de 9 heures 00 à 12 heures 00

21 avril 2015 de 13 heures 30 à 16 heures 00

6 mai 2015 de 9 heures 00 à 12 heures 00

14 mai 2015 de 13 heures 30 à 16 heures 00

de heures à heures

de heures à heures

de heures à heures

de heures à heures

de heures à heures

les observations du public.

A Rognac, le 7 avril 2015

Première journée :

Le 07 avril 2015 de 9 heures 00 à 12 heures 00

1. - Observations de M.

le 7/4/15 Après-midi

néant.

le 8/4/15 Néant

le 9/4/15 pas d'observation

le 10/4/15 pas d'observation

le 13/4/15 NEANT

le 14/4/15 pas d'observation

le 14/4/15 après midi

Néant.

le 15/4/15 Néant

le 16/4/15 Néant

le 17/4/15 pas d'observation

le 20/4/15 Néant
 le 21/4/2015 matin Néant
 Après-midi : Néant

le 22/4/2015 Néant
 le 23/4/2015 : Néant
 le 24/4/2015 : //

le 27/4/15 Néant
 le 28/4/15 Néant
 le 29/4/15 Néant
 le 30/4/15 Néant.

le 4/5/15 pas d'observation

le 5/5/15 - Néant

le 6/5/15 matin : Pas d'observation

le 7/5/15 A-midi : Néant
 pas d'observations

le 11/5/15 : matin Néant -

le 14/5/15 : Pas d'observation

fin des permanences

28

Le 11 mai 2015 à 17 heures 30,

Le délai d'enquête étant expiré,

je, soussigné, Jean François MAILLOL déclare clos le présent registre
qui a été mis à la disposition du public pendant 35 jours consécutifs, du
7 avril 2015 au 11 mai 2015
de 8 heures 30 à 12 heures 00
et de 13 heures 30 à 17 heures 30.

Les observations ont été consignées au registre par 0 personnes (pages
n°s _____ à _____).

En outre, j'ai reçu 0 lettres ou notes écrites qui sont annexées au présent registre :

1. - Lettre en date du _____ de M. _____
2. - Lettre en date du _____ de M. _____
3. - Lettre en date du _____ de M. _____

Corrections des horaires effectués par moi-même

Le présent registre ainsi que les 0 pièces
qui y sont annexées et le dossier d'enquête sont adressés par mes soins, le _____
à M. _____

PIECE N° 15

Registre d'Enquête Publique de Berre l'Etang

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

COMMUNE de Beau P'Étang

REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

relatif à la demande déposée par la Société de Récupération Industrielle (S.R.I.) en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de stockage, dépollution, démontage et découpage de Véhicules Hors d'Usage (VHU), ainsi qu'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux à Rognac.

ENQUÊTE RELATIVE

A

La demande déposée par la Société de Récupération Industrielle (S.R.I) en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de stockage, de pollution, de montage ou de démontage de Véhicules Hors d'Usage (VHU) ainsi qu'une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux à Rognac 13340

En exécution de l'arrêté du 3 mars 2015 de Monsieur le Préfet

des Bouches du Rhône, je, soussigné M. MAILLOL Jean-François

ai ouvert, ce jour, le présent registre coté et paraphé, contenant 8 feuillets non mobiles, pour recevoir pendant une durée de

35 jours, du 7 avril 2015 au 11 mai 2015

Les 7/04/2015 de 13 heures 30 à 16 heures 00

14/04/2015 de 13 heures 30 à 16 heures 00

06/05/2015 de 13 heures 30 à 16 heures 00

11/05/2015 de 9 heures 00 à 12 heures 00

de heures à heures

de heures à heures

de heures à heures

de heures à heures

de heures à heures

de heures à heures

les observations du public.

A Berre l'Etang, le 7 avril 2015

Première journée :

Le 7/04/2015 de 13 heures 30 à 16 heures 00

1. - Observations de M. Pas de commentaires.

Du 8/04/2015 au 13/04/2015 :
Pas de commentaires.

14/04/2015 : Pas de commentaires.

Du 15/04/2015 au 5/05/2015
Pas de commentaires.


6/05/2015 Pas de commentaires.

Du 7/05/15 au 10/05/15 Pas d'observation

Le 11/05/15 Pas d'observation.

je, soussigné, Jean-François MAILLOL déclare clos le présent registre
qui a été mis à la disposition du public pendant 35 jours consécutifs, du
07 avril 2015 au 11 mai 2015
de 8 heures 30 à 12 heures 30
et de 13 heures 30 à 17 heures 00

Les observations ont été consignées au registre par 01 personnes (pages n^{os} à).

En outre, j'ai reçu _____  _____ lettres ou notes écrites qui sont annexées au présent registre :

1. - Lettre en date du _____ de M. _____
2. - Lettre en date du _____ de M. _____
3. - Lettre en date du _____ de M. _____

Le présent registre ainsi que les _____ pièces
qui y sont annexées et le dossier d'enquête sont adressés par mes soins, le _____
à M. _____